

SEANCES DU MERCREDI 30 JUILLET 1986
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 30 JULI 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1986.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: MM. Evers, Moens, Hismans, Holsbeke, Taminiaux, Seeuws, Smits, Mme De Pauw-Deveen, M. Péciaux, Mme Lieten-Croes, MM. Eicher, Kenzeler, p. 2132.

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

Algemene bespreking (hervatting). — *Sprekers*: de heren Evers, Moens, Hismans, Holsbeke, Taminiaux, Seeuws, Smits, mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Péciaux, mevrouw Lieten-Croes, de heren Eicher, Kenzeler, blz. 2132.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Mouton, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Mouton, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 50 m.

De vergadering wordt geopend te 19 u. 50 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULDBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et au budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1986.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

La parole est à M. Evers.

M. Evers. — Monsieur le Président, après plus de trois semaines de discussions en commission des Finances, sur les dispositions fiscales et sur le budget des Voies et Moyens, après avoir entendu les exposés des ministres, les réflexions et interrogations questions des collègues sur la philosophie des budgets 1986 et 1987 ainsi que sur les conséquences des mesures proposées, je me pose quelques questions.

Les pays occidentaux sont-ils encore gouvernables en régime démocratique? Nos gouvernements, composés de mandataires élus démocratiquement et qui souhaitent être réélus, sont-ils encore en mesure d'exécuter un programme capable d'assurer un système de sécurité sociale qui ne se base plus sur une croissance du PNB, mais bien sur ce qui est disponible?

Sur la base du solde net à financer de fin 1985, les pays s'endettent à raison de 18 000 francs par seconde. Si l'on ramène ce solde à 414 milliards en 1987, ce déficit budgétaire ne sera plus « que » de 13 125 francs par seconde. La moyenne européenne du solde net à financer de 5,5 p.c. du PNB, représente un endettement de 9 000 francs par seconde qui est le seuil à atteindre pour arrêter l'effet de boule de neige.

Tout le problème est là. Dépendants malgré nous de la conjoncture internationale, obligés de tenir compte de l'évolution politique et des décisions à caractère économique qui en découlent, nous sommes forcés de mener une politique de redressement pratiquement identique à celle des pays qui nous entourent.

Sous la conduite de M. Mauroy, la France a essayé une autre politique avec le résultat qu'on connaît.

M. Péciaux. — Qui est excellent, d'ailleurs. Le Smic a été relevé pour les personnes défavorisées. La France, en cette matière, a vu la situation s'améliorer.

M. Evers. — Vous connaissez, monsieur Péciaux, le résultat de cette politique. Malheureusement, il a fallu faire marche arrière. Je ne vois pas pourquoi le Premier ministre, M. Mauroy, a été remplacé par M. Fabius, si les résultats étaient excellents...

Au niveau des moyens dont dispose le gouvernement, la situation est très désavantageuse. Les caisses sont désespérément vides.

Il n'est pas possible d'augmenter les recettes, car la pression fiscale est déjà écrasante.

Le prélèvement public, dans son ensemble, est de l'ordre de 61 p.c. du PNB, alors que la moyenne des pays de la Communauté européenne est de 52 p.c.

Le taux du chômage est très élevé, en dépit de subventions et d'aides aux entreprises accordées par les pouvoirs publics pour un montant équivalant à 3,4 p.c. du PNB, alors qu'en RFA, il est de 1,7 p.c., en France de 2,3 p.c. et aux Pays-Bas de 1,8 p.c.

Nos taux d'intérêt sont également trop élevés. Bref, l'effort à fournir est énorme. Et comme si cela ne suffisait toujours pas, s'ajoutent encore

les problèmes communautaires avec leurs crédits compensatoires, sans oublier le cas du bourgmestre de Fouron.

Sans recettes supplémentaires, il n'y a pas de relance intérieure, parce qu'il n'y a pas d'argent. Il faudra donc passer par l'austérité, comme les partis de la majorité l'avaient d'ailleurs annoncé lors de la campagne électorale.

Le tout est maintenant de savoir si le gouvernement est capable d'exécuter son plan d'assainissement. Les différents groupes de pression permettront-ils la mise en œuvre du plan? Est-ce « la rue de la Loi » ou « la loi de la rue » qui va imposer sa décision, sa façon de voir les choses?

Messieurs les ministres, si nous vivons toujours dans un régime démocratique, et je n'en doute pas, c'est vous qui détenez la réponse, uniquement vous, soutenus par une majorité parlementaire.

Les Belges ont fait leur choix. D'ailleurs, les Allemands, les Français, les Anglais, les Hollandais, les Espagnols et les Portugais ont réagi de la même façon.

M. Péciaux. — Mais vous oubliez la victoire du Parti socialiste en Espagne!

M. Evers. — Mais quelle politique mène-t-on en Espagne, mon cher collègue? Les Espagnols sont peut-être plus raisonnables que certains autres.

M. Eicher. — L'Angleterre est le plus bel exemple.

M. Evers. — Dans tous les pays que je viens de citer, les électeurs ont imposé le changement ou confirmé les gouvernements afin qu'une politique de redressement par l'assainissement des finances publiques puisse être menée.

Au fond, quel est l'effort demandé aux citoyens? Quel est l'impact sur le panier de la ménagère? A supposer que les 195 milliards d'économies jusqu'à fin 1987 soient intégralement à charge du pouvoir d'achat, ce qui n'est certainement pas le cas, ...

M. Collignon. — A part 30 milliards sur la dette, tout le reste entame le pouvoir d'achat!

M. Evers. — Non, monsieur Collignon, il y en a d'autres. Le panier de la ménagère n'est pas frappé directement par la diminution des investissements publics par exemple.

M. Collignon. — Depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, on peut dire que le panier de la ménagère est troué.

M. Evers. — Je comprends que vous n'aimiez pas entendre un tel discours, mais telle est la réalité.

A supposer, je le répète, que les 195 milliards d'économies jusqu'à fin 1987 soient intégralement à charge du pouvoir d'achat, cela représenterait une somme de 20 000 francs par habitant, à répartir sur plus ou moins deux ans. Or, l'impact direct du plan de Sainte-Anne sur le pouvoir d'achat est, à mon avis, de l'ordre de 50 p.c. des économies proposées. Je n'ai pas pu faire le compte exact, faute de temps.

J'oppose à ce chiffre la situation actuelle. La diminution du prix du pétrole se traduit par une diminution de 10 francs pour un litre d'essence ou de mazout. Mon collègue M. de Clippele en a déjà parlé ce matin quand il a comparé les prix du gasoil et de l'essence pratiqués à la même époque en 1985 et en 1986. Pour tous les ménages qui disposent d'une voiture et se chauffent au mazout, on peut raisonnablement estimer que l'économie est de l'ordre de 60 000 francs par an. Ceci, bien entendu, dans les circonstances actuelles.

M. Wyninckx. — S'il règne un froid glacial!

M. Evers. — Non, mon cher collègue, le calcul est vite fait: pour 3 500 litres de mazout par an — ce n'est pas exagéré — l'économie se monte à 35 000 francs. Pour 25 000 kilomètres par an, avec une consommation de 10 litres aux 100 kilomètres, l'économie est encore de 25 000 francs; soit une économie totale de 60 000 francs. Vous devriez vous réjouir comme nous de cette possibilité de réaliser des économies.

M. Collignon. — Le gouvernement n'y est pour rien!

M. Evers. — N'oublions pas les autres faits qui s'ajoutent à cette situation favorable, notamment la diminution de la pression fiscale et l'indexation des barèmes d'imposition. Le coût fiscal de la loi Grootjans est estimé à 15,5 milliards rien que pour l'année 1986. N'oublions pas la baisse accrue des taux d'intérêt, le ralentissement de l'augmentation des prix à la consommation — plus 4 p.c. en décembre 1985, plus 1,1 p.c. en mai 1986 — et, dans la foulée, le report du troisième saut d'index au début de l'année prochaine. Toutes ces réalités influencent très favorablement le pouvoir d'achat. C'est donc bien maintenant qu'il faut faire l'effort et, au moins, celui qui est demandé par le gouvernement.

Malgré cet assainissement, la comparaison reste désavantageuse pour la Belgique. Les autres pays entreprennent les mêmes efforts que nous, ce qui risque d'atténuer l'impact de nos mesures au niveau international. L'amélioration de la compétitivité de nos entreprises commence déjà à s'effriter.

Dès lors, monsieur le Vice-Premier ministre, il faut tenir bon dans l'intérêt de l'ensemble du pays. Les jeunes, les générations futures, ont droit à un peu de courage de notre part. A ce titre, j'accepte difficilement les réactions, à mon avis exagérées, du monde éducatif.

J'admets que l'introduction d'un ticket modérateur dans le transport des élèves, le prélèvement d'un minerval, l'augmentation des droits d'inscription à l'université sont des mesures qui ont la plus large diffusion sociale. Il faut cependant reconnaître qu'elles ne sont ni les plus lourdes ni les plus importantes adoptées dans un secteur où la gratuité absolue a coûté fort cher à l'Etat et à ceux qui l'alimentent.

D'autres réflexions doivent être faites!

1^o Toutes les décisions ne sont pas encore définitivement arrêtées;

2^o Malgré les économies prévues, notre enseignement demeure le plus cher d'Europe;

3^o Les économies de 21,5 milliards dans l'enseignement seront effectuées pour plus de 60 p.c. dans des secteurs autres que les dépenses de personnel.

M. Collignon. — Des économies étaient possibles dans l'enseignement. Un seul type d'enseignement au lieu de deux coûterait déjà moins cher.

M. Evers. — Je partage votre avis; ceux qui se plaignent doivent savoir qu'il faut choisir l'un ou l'autre système. La liberté de choix du père de famille implique, inévitablement, un enseignement plus cher.

Bien sûr, ce plan fait mal, mais il est indispensable. Il n'existe pas d'alternative. Je n'ai aucune peine à soutenir le gouvernement dans son effort, car l'ensemble des mesures me paraît très équilibré.

Sociaux-chrétiens et libéraux se sont engagés vis-à-vis des électeurs; c'est notre plan, c'est notre volonté commune. Ensemble, nous apportons la preuve qu'un gouvernement élu démocratiquement est encore capable de gérer un pays avec efficacité et courage. Je suis sûr que nous allons réussir car le bon sens de nos concitoyens l'exige. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Moens.

De heer Moens. — Mijnheer de Voorzitter, «De meeste mensen zijn dom. Hoe ingewikkelder de problemen, hoe minder mensen er iets van begrijpen. Staatszaken zijn bijzonder ingewikkeld en als men staatszaken overlaat aan de meerderheid, is dat de slechtste manier om ze te beheren.» Ziedaar Descartes in zijn *Discours de la Méthode*.

M. Collignon. — Attention, dès qu'on est cartésien, c'est la francité. Vous allez avoir des ennuis avec M. Luyten.

De heer Luyten. — Ik heb hier gisteren Lacordaire geciteerd.

De heer Moens. — Niet wij zijn cartesianen, maar wel de leden van de regering. Omdat zij met hun meerderheid geen rekening houden. Wie de begroting aandachtig heeft bestudeerd, weet dat de besparingen van het Sint-Annaplan het belangrijkste onderdeel ervan vormen en dat alles wat de begroting 1986 onderscheidt van die van vorige jaren, te maken heeft met het Sint-Annaplan. Het is daarover dat ik hier wil spreken.

Wanneer men de lijst van de maatregelen zoals die is gepubliceerd in het verslag aan de Kamer, overloopt en daarbij nagaat hoe die maatregelen zullen worden uitgevoerd, stelt men vast dat dit volledig per genummerd koninklijk besluit zal gebeuren. De regering doet dus geen beroep op de meerderheid om zich te laten ondersteunen maar zal in de volmacht

van haar wijsheid zelf de begroting 1986 begeleiden en uitvoeren en zelf het nodige wetgevend werk daartoe ondernemen.

De heer Luyten. — Het zijn onverlichte despoten!

De heer Moens. — Inderdaad.

De Vice-Eerste minister heeft in de commissie wel gezegd dat enkele marginale wijzigingen van de bedragen vermeld op bladzijden 114, 115, 116 en 117 van het kamerverslag, alsnog mogelijk zijn, maar dat het geheel in feite vastligt.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, de meerderheid heeft u één keer haar vertrouwen gegeven. Zij zal dit voor de belangrijke materie die de begeleiding van de begroting 1986 toch is, geen tweede keer kunnen doen want u staat voor alles zelf in.

Vermits de spreektijd erg kort is, zal ik mij beperken tot een enkele maatregel uit die lijst van bladzijde 114 en volgende. Het gaat om een zeer grote post waardoor bovendien een zeer groot aantal mensen, die het misschien niet verdienen, worden getroffen. Het betreft namelijk wat u in de toelichting noemt — maar blijkbaar is dat in het verslag reeds veranderd —, de enige besparingsmaatregel in de sociale cel, namelijk de 2 390 miljoen die u beweert te gaan besparen op de ziektevergoedingen.

Ik wijs er meteen op dat in het verslag aan de Kamer nog drie andere maatregelen voorkomen die betrekking hebben op de sociale cel, namelijk deze in verband met de pensioenen in de openbare sector, de werkloosheidsreglementering en de administratiekosten van de mutualiteiten. In de toelichting bij de begroting spreekt u echter alleen over dat bedrag van 2 390 miljoen. Over dit bedrag wil ik u een aantal vragen stellen.

Dit bedrag kan worden vergeleken met een «zwart gat». Wij weten waar het zich bevindt, weten minder goed wat er in zit en weten helemaal niet wat eruit gaat komen. Om te beginnen: waar bevindt het zich? Het zit natuurlijk in de ziekteverzekering en meer bepaald in de ziektevergoedingen, sector uitkeringen. De vraag rijst: waarom zit het daar? U geeft in de toelichting toe dat die sector in 1986 een bonus realiseert van 1,7 miljard. U voorspelt voor dezelfde sector een bonus van 14 miljard in 1987. Toch zal u precies daar besparen. Waarom? Het is mij niet erg duidelijk.

Ten tweede, de Nationale Arbeidsraad heeft hierover advies nr. 837 gegeven. Zowel werknemers als werkgevers verklaren daarin dat zij de besparingen afwijzen, dat het niet de goede besparing is en dat ze niet op de juiste plaats gebeurt. U zou meer moeten besparen in de gezondheidszorg dan in de sector van de ziektevergoedingen. Juist omdat er «sinds 1983 aanhoudende boni gerealiseerd werden». Hoe kan u dat in overeenstemming brengen met wat u in de commissie — naar het woord van professor Moens waarvan u daar een artikel hebt aangehaald — hebt genoemd «precies daar besparen waar de kosten de pan uitrijzen, precies daar besparen waar het schoentje wringt». Toch bespaart u 2 390 miljoen in een sector waarin sinds jaren, zonder enige ingreep boni bestaan en zullen blijven bestaan.

Met deze maatregelen treft u de weduwen via de begrafenisuitkering, de jonge moeders via de rustvergoeding bij de bevalling en de invaliden die samenwonen. Vindt u besparen bij deze categorieën goed, dan is dit uw verantwoordelijkheid.

Ik ga over tot het tweede punt van het «zwart gat», wat zit erin? U hebt de maatregelen in detail opgesomd op bladzijde 114 van de toelichting: ten eerste, de afschaffing van de uitkering voor begrafenisuitkering, begroot op 950 miljoen op jaarbasis; ten tweede, de uitbreiding van het gewaarborgd weekloon voor arbeiders tot de tweede week arbeidsongeschiktheid, begroot op 1 500 miljoen; ten derde, de uitkering voor bevalingsrust, beperkt tot 10 pct. vanaf de tweede maand, begroot op 610 miljoen; ten vierde, de verlaging van het minimum van uitkering voor de regelmatige arbeider bij invaliditeit tot 70 pct. van het bedrag van het gezinshoofd in geval van samenwonen, begroot op 1 720 miljoen. Dit maakt een totale besparing op jaarbasis van 4 780 miljoen in die sector.

Ik stel vast dat in 1986 2 390 miljoen wordt bespaard en stel hierbij volgende vraag. Zal u alleen één van de vier maatregelen toepassen of zal u elke maatregel gedeeltelijk toepassen? Er staat hierover niets in het verslag, noch in de toelichting.

Ik zal een *educated guess* doen. Er wordt in 1986 2 390 miljoen — precies de helft van 4 780 miljoen — bespaard. Dit wil zeggen dat u ermee rekent dat u in 1986 gedurende de helft van het jaar de besparing zal realiseren die u voor 1987 op jaarbasis hebt bepaald. Het zou een te groot toeval zijn dat deze mathematische nauwkeurigheid uit een

combinatie van andere maatregelen is ontstaan. U zal mij moeten antwoorden dat u er inderdaad op rekent de besparing van de vier maatregelen in 1986 gedurende een half jaar toe te passen.

Ik moet dan onmiddellijk de derde vraag over het « zwart gat » stellen. Hoeveel zal u uit die maatregelen werkelijk halen? Het zal zeker niet de volledige 2 390 miljoen zijn. U rekent op zes maanden maar er blijven dit jaar nog slechts vijf maanden over. Geen enkele van de vier genummerde besluiten is — gelukkig genoeg voor de betrokkenen — tot nu toe goedgekeurd. Dus kan u ze niet toepassen om de besparing te realiseren.

Op maandbasis is dat 400 miljoen — 4 780 gedeeld door 12 — minder die u laat voorbijgaan omdat de besluiten niet in de maand juli werden uitgevaardigd. Ik garandeer u dat, zelfs als u vandaag nog die koninklijke besluiten uitvaardigt, u nog een tweede maand zult verliezen. Immers, als de besluiten vandaag worden gepubliceerd en worden medegedeeld aan de ziekenfondsen, kan dat hele zware mechanisme niet zodanig worden veranderd dat reeds vóór einde augustus de uitbetalingen niet meer zullen gebeuren. Ik weiger te geloven dat u zo cynisch zal zijn, begrafenisuiterkeringen, rustvergoedingen bij bevalling, invaliditeitsvergoedingen terug te vorderen van degenen aan wie ze ondertussen werden uitbetaald. Dat lijkt mij trouwens totaal onmogelijk.

Conclusie: zelfs als u expeditief bent en morgen uw genummerde besluiten laat verschijnen, dan mist u toch 800 miljoen besparingen op die ene kleine post. Als ik dan de redenering volg *ab uno disce omnes* en als al de andere besparingen op « dezelfde » wijze zullen gebeuren, dan rijzen bij mij enorme vragen in verband met de waarderingsgetrouwheid van uw begroting.

Er kunnen daarbij nog andere vragen worden gesteld. Talmt u niet opzettelijk met het nemen van uw maatregelen en neemt u misschien dat verlies van 800 miljoen op de koop toe? Er zijn twee maatregelen waarvan ik het vermoed. Er is ten eerste, de uitkering bij begravenis en, ten tweede, de rustvergoeding bij bevalling. Tegen deze twee maatregelen hebben de twee grote vakbonden, vooral het ACV, zich verzet, u wacht waarschijnlijk op het groene licht in september.

Er is meer. Wat betreft de begrafenisuiterkering, heeft de Raad van State beslist dat u het besluit niet mocht treffen. Er diende — dat hebt u trouwens zelf toegegeven — duizend frank per uitkering te blijven bestaan, want u kan dit niet volledig per genummerd besluit afschaffen wegens wettelijke bezwaren die de Raad van State verwoord heeft. Als u dan beslist op een uitkering van 19 000 frank aan iedereen ten minste 1 000 frank over te laten, dan moet u ook de berekening maken. Het wil immers zeggen dat op de 915 miljoen besparing die u hebt gepland, u nog eens 6 pct. niet zult realiseren. Dat is weer 60 miljoen die definitief verloren zijn, niet alleen door de maandenlange vertraging, maar ingevolge de vorm van de maatregel die u zal toepassen.

Wat betreft de rustvergoeding bij bevalling zijn het niet alleen de vakbonden, maar is het vooral de Bond voor jonge en grote gezinnen die zich verzet. Ik heb de indruk dat u ook daar aarzelt en met opzet talmt en wacht, zoals de duivenmelkers zo dikwijls moeten doen. Het grote verschil met de duiven is, dat u hier met elke dag die u wacht, meer verlies boekt.

Ik heb ook grote vragen bij de manier van berekenen. Ik zal hier niet in detail op ingaan, maar als iemand die deze zaken beroepshalve kent, kan ik u garanderen dat u, wat de begrafenisvergoeding, de bevallingsrust en de minimumuitkering betreft, voor elk van deze drie maatregelen 100 miljoen besparingen te veel incalculeert. Wij zullen daar nu niet over discussiëren, maar als de rekening wordt gemaakt, zult u dat vaststellen. Op jaarbasis hebt u 300 miljoen te veel aan besparingen berekend.

Ik kom zo tot een nog veel vreemder verschijnsel, dat in verband staat met de belangrijke maatregel om de tweede week ziekte te laten betalen door de patroon, waar nu alleen de eerste week moet worden betaald. U rekent daar met een besparing van 1,5 miljard. Ik zal met u een kleine berekening maken en u zal vaststellen dat dit bedrag op een zeer vreemde manier onderschat is. Er wordt in ons land op jaarbasis ongeveer 32 miljard uitbetaald aan primaire ziekte-uitkeringen; 50 pct. daarvan gaan naar de actieve arbeiders — ik tel de bedienden en de werklozen niet mee, want ze krijgen geen gewaarborgd weekloon — dat is 16 miljard. Ik moet iets aftrekken voor degenen die hervallen na een bepaalde termijn na hun ziekte want die krijgen niet opnieuw het gewaarborgd weekloon. Dat is ongeveer 1 miljard, zodat 15 miljard uitkeringen vatbaar zijn voor vermindering met één week, als de patroon die week zou betalen.

Ik maak een schatting. Uit mijn cijfers blijkt dat de gemiddelde ziekteduur in primaire uitkeringen ongeveer vijf weken bedraagt. Indien vijf weken overeengekomen met 15 miljard, dan is een week gelijk aan

3 miljard. De besparing die u dan realiseert door de patroons een week te laten betalen is niet 1 500 miljoen maar 3 000 miljoen. Ik vermoed echter dat er iets anders « achter zit ». De patroons moeten de tweede week ziekte-uitkering voor hun rekening nemen om de zogenoemde inleveringsoperatie voor de vakbonden evenwichtiger te maken. De patroons moeten volgens de vakbonden ook inleveren! De regering schrijft echter in de begroting een te laag cijfer in, wat dus betekent dat het niet over een tweede week gewaarborgd weekloon gaat maar in werkelijkheid slechts over 10 dagen. Dat is de helft van een week en dus ook de helft van de besparing, maar wel het cijfer van de regering! Zo is iedereen tevreden. Dat is het complot van de regering met de patroons, dat volgens mij achter deze cijferdans schuilt. Later zullen wij merken of mijn hypothese klopt, zo niet gaat de regering veel meer besparen dan ze gepland heeft.

Wie blijft er over om de last te dragen? De begrafenisuiterkeringen en de rustvergoeding zijn voor later. De patroons zullen ook wel wachten met de tweede week of de tien dagen gewaarborgd loon. Maar de samenwonende invaliden zullen worden getroffen en daarover zal de minister wel snel een tekst laten verschijnen. Ik meende nochtans dat de regering een voorkeur had voor samenwonenden. Is zij er zelf immers geen voorbeeld van? (*Gelach.*) De voorzitter van de partij van de Vice-Eerste minister zegt dat zij niet met de CVP getrouwd is maar zij « zit » toch samen met de CVP in de regering. Wie samen « zit » en niet getrouwd is, woont samen. Een dergelijke regering zou begrip moeten opbrengen voor samenwonenden en mag de besparing niet alleen op deze categorie afwentelen.

Naar mijn mening zal de regering geen 2 390 miljoen besparen maar in plaats daarvan maximum — en dan moeten de genummerde koninklijke besluiten zeer snel volgen — een bedrag van 1 miljard.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — De koninklijke besluiten zijn al opgemaakt.

De heer Moens. — Ik heb ze nog niet gezien in de commissie. Nochtans had de regering beloofd ze acht dagen vooraf ter inzage te geven.

De heer Wyninckx. — Ze zijn al opgemaakt, maar nog niet gepubliceerd. Zoals alle andere volmachtbesluiten zullen ze volgen na overmorgen.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — De koninklijke besluiten zijn reeds terug van de Raad van State en zullen eerstdaags ter kennis worden gebracht van de commissieleden.

De heer Moens. — Eerstdaags, maar een enkele maand betekent al een derving van 400 miljoen.

Ik concludeer. Mij lijkt dat veel van die maatregelen « klein bier » zijn vergeleken bij de ramingen. De realiteit zal gelukkig veel minder erg zijn voor de invaliden dan blijkt uit de voorstellen. « Fluitjesbier », zeggen sommigen.

De Vice-Eerste minister laat blijken dat hij sceptisch staat tegenover mijn redenering. Ik verwijs naar de repliek van Eerste minister Martens op de uiteenzetting van collega Wyninckx, die zijn twijfel uitte over de waarachtigheid van de 900 miljoen bijkomende besparingen in het onderwijs.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — 830 miljoen.

De heer Moens. — Hier werd gesproken over 900 miljoen.

De Eerste minister zei dat dit bedrag nog niet frank voor frank uitgeteld was, maar stelde enthousiast dat de regering wel 34 koninklijke besluiten klaar had om het allemaal uit te voeren. Hij meende waarschijnlijk door kwantiteit goed te maken wat aan kwaliteit ontbrak.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Vierendertig koninklijke besluiten voor alle besparingsmaatregelen samen.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Ik vind het jammer dat u zo iets op de tribune beweert. U prefigureert een aantal scenario's. Beperk u tot de voorstellen en breng daar kritiek op uit. U imagineert een aantal dingen.

De heer Moens. — Wat heb ik geïmagineerd, mevrouw? Geef eens een voorbeeld.

De heer Wyninckx. — U kan moeilijk over imagineren spreken, collega's, nadat op regeringsvlak enkele weken werd gepalaverd om tot deze 830 miljoen besparingen te komen.

De heer Moens. — Ik spreek over de 2 390 miljoen die in de documenten voorkomen en stel dat deze niet meer kunnen worden gerealiseerd omdat ze betrekking hebben op een half jaar en meer dan de helft van het jaar reeds verlopen is. U mag gerust beweren dat ik geen mathematica ken. Ik kan wel de feiten vaststellen. Wanneer de Vice-Eerste minister opmerkt dat de genummerde koninklijke besluiten gaan verschijnen, houdt dit in dat ze er nog niet zijn. In ieder geval zullen ze niet meer de verhoopte resultaten hebben die ze zouden kunnen hebben gehad wanneer ze tijdig zouden zijn gepubliceerd.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Kamer en Senaat zullen in september op basis van concrete gegevens de concrete stand van uitvoering kunnen beoordelen en...

De heer Moens. — De cijfers aanpassen.

De heer Verhofstadt, Vice Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — In de commissie werd hierover reeds gedebatteerd. Het is evident dat een aantal technische aanpassingen, in min of in meer, nodig zullen zijn.

De heer Moens. — In de commissie werd gesproken over een aanpassing van 10 à 15 miljoen in min of in meer. Wij spreken hier niet over tientallen miljoenen, maar over honderden miljoenen.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Dan is u in ieder geval verkeerd.

De heer Moens. — Dat zullen wij dan in september wel zien.

Ik concludeer. Ik vind het gortig van de regering dat ze dagen en dagen vergadert, om na een marathon van 14 uur tot 830 miljoen besparingen in het onderwijs te komen terwijl hier...

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Wat had u dan gedacht? Indien wij zonder meer zouden zeggen dat wij een aantal besparingsmaatregelen zullen uitvoeren, daarbij vooraf wetend dat ze niet voor 100 pct. het totale bedrag kunnen opbrengen, zou dit niet ernstig zijn. In het verleden werden al te vaak de begrotingen niet ernstig genoeg uitgevoerd. Als wij nu echter vaststellen, zwart op wit, door onze berekeningen, dat er links of rechts een probleem is, zoeken wij onmiddellijk naar compenserende maatregelen. Als wat u zegt juist is in verband met één maand vertraging in de publikatie van de genummerde koninklijke besluiten en uitvoeringsbesluiten, zullen wij — wij doen dit voor elke sector — de vereiste maatregelen nemen.

De heer Wyninckx. — Dat is de regering-Michelin. Bovendien weten de schoolhoofden momenteel nog altijd niet wat er gaande is.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — In uw tijd ging dat anders, mijnheer Wyninckx. Jullie dienden een begroting in met ongeveer 200 miljard deficit en zij werd uitgevoerd met een tekort van meer dan 450 miljard.

De heer Wyninckx. — Maar u hebt aangekondigd dat het er onder uw beleid anders zou aan toe gaan en wij stellen vast dat het nog veel slechter is dan vroeger.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Mijnheer Wyninckx, er is voor de eerste zes maanden in elk geval 20 miljard minder netto te financieren saldo dan vorig jaar terwijl in uw tijd de begrotingen werden uitgevoerd met 200 miljard meer begrotingstekort.

De heer Wyninckx. — Maar de schuld is inderdaad verdubbeld. Bovendien is het nooit eerder voorgekomen dat de schooldirecties en de leerkrachten één maand vóór het begin van het nieuwe schooljaar nog niet wisten wat er moest gebeuren.

De Voorzitter. — Mijnheer Wyninckx, mag uw collega besluiten?

De heer Wyninckx. — Mijn collega had al lang mogen besluiten, mijnheer de Voorzitter. (Gelach.)

De heer Moens. — Of de houding van de regering nu het gevolg is van politieke onmacht of van nalatigheid doet er niet toe, mijnheer de Vice-Eerste minister. Een feit is dat zij te kort schiet en de tijd zal dit uitwijzen. (Applaus op de socialistische banken en op de banken van de Volksunie.)

M. le Président. — La parole est à M. Hismans.

M. Hismans. — Monsieur le Président, discuter, fin juillet, du budget des Voies et Moyens de l'année en cours, c'est un exercice vraiment peu édifiant et peu réconfortant en ce qui concerne le travail d'un gouvernement qui prétend gérer. On peut vraiment se demander où est passé le « tonus en plus » qui était annoncé avant les élections.

Certes, nous avons déjà débattu de la loi fiscale et de nouveaux douzièmes provisoires ont été accordés jusqu'en septembre. Notre pays risque donc de vivre pratiquement toute l'année 1986 sur des douzièmes provisoires calculés sur les dépenses de 1985. Pendant ce temps-là, pour ce qui est de la Région wallonne, le ministre de tutelle, M. Dalem, a déjà adressé aux communes les instructions pour l'établissement du budget 1987 et je l'en félicite.

Mais que penserait le ministre régional de la tutelle ou le ministre de l'Intérieur d'une commune, qui, à ce jour, n'aurait pas encore voté son budget de l'année 1986? Il y a fort à penser qu'un commissaire du gouvernement lui serait envoyé, après des injonctions dépourvues de toute aménité.

Mais en ce qui concerne l'Etat belge et le gouvernement qui dit gérer, là, c'est autre chose. Et c'est d'autant plus étonnant de la part de ministres qui se présentent en pourfendeurs, en redresseurs des administrations publiques, en admirateurs de l'entreprise privée. En effet, n'est-ce pas se comporter comme une entreprise qui n'aurait pas de plan comptable? N'irait-elle pas à la faillite certaine, monsieur le ministre? Est-ce là l'exemple que vous empruntez à la gestion privée? Certainement pas, je pense.

J'ai tenu à vous exprimer d'emblée mon sentiment vis-à-vis de ce retard inadmissible avant d'entamer l'examen particulier de différents points du budget.

Les retards, les nouveaux pouvoirs spéciaux, le mauvais travail légistique — je pense en particulier à la loi relative à l'âge de mise à la retraite du personnel enseignant des universités votée récemment — nous permettent de juger de la façon de travailler et de gérer de ce gouvernement.

Mais venons-en à quelques-uns des points qui sont contenus dans ce budget ou dans ses annexes préparatoires. Malgré tout l'intérêt que je porte aux mesures sociales, j'en laisserai l'examen à d'autres collègues, et c'est essentiellement, une fois de plus, des mesures relatives à l'enseignement que je parlerai et ce parce qu'il s'avère que l'enseignement, les élèves, les enseignants et les établissements forment une des cibles principales du gouvernement. Qu'on en juge: 21 milliards — on pourrait même parler de 25,5 milliards — sur les 195 de Val-Duchesse! A tel point qu'il est permis de s'interroger et de rechercher les mobiles profonds de vos décisions.

Aviez-vous des objectifs uniquement budgétaires? Vous le dites, mais permettez-moi d'en douter. Il y a quelques semaines, j'ai dénoncé, du haut de cette tribune, l'attaque frontale perpétrée contre la forme la plus émancipative de notre enseignement: l'enseignement rénové. J'ai exprimé que des raisons de doctrine politique et le choix délibéré d'un retour à l'élitisme sous-tendaient les mesures restrictives qui frappaient cet enseignement. J'avais aussi évoqué les applications communautaires qui seraient probablement différentes. Et pour cause: l'enseignement secondaire n'est rénové qu'à 52 p.c. en Flandre!

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir s'écrouler l'affirmation d'un objectif de principe parfaitement équilibré et uniquement budgétaire! Chacun voulant assainir dans l'assiette de son voisin, nous avons assisté à l'épisode, qui serait comique s'il n'était triste, de la querelle des chiffres des joyeux duettistes de l'Education nationale. Chacun a contesté les calculs de l'autre et, comme les effets devaient être plus négatifs en Flandre qu'en Wallonie, on est allérement revenu sur les mesures préconisées. On les a remises sur le métier et on en a recherché d'autres, correctives ou complémentaires. Cela a duré jusqu'au week-end dernier

et ce n'est pas encore tout à fait terminé puisque, paraît-il, les textes doivent encore être approuvés ce vendredi.

La juxtaposition d'une série de morceaux hétéroclites a permis d'échafauder une construction assez abracadabrante. Qu'on en juge. Il faut compenser la dénatalité qui, en Flandre, se marque plus dans le secondaire. Alors, les élèves du secondaire qui ont plus de vingt ans, les doubleurs en médecine, les septièmes années de perfectionnement en professionnel, de manière brutale, on taille dedans! Mais ce n'est plus au nom d'un principe ou d'une règle générale: c'est parce que cela atteint davantage l'enseignement officiel et francophone.

On évitera désormais les dépassements budgétaires résultant des détachements et des congés de maladie. C'est encore l'enseignement francophone officiel qui est visé. Par contre, si le renové subit bien les restrictions prévoyant le retour à 94 p.c. du nombre d'heures autorisé, les deuxième et troisième cycles de l'enseignement professionnel et, dans une mesure moindre, l'enseignement technique de qualification sont, en grande partie, préservés des dégâts, de même que les écoles situées en zone rurale et que les écoles flamandes de Bruxelles. Ne pourrait-on vraiment disposer d'un tableau des répercussions de ces mesures, et ce tout d'abord entre l'enseignement libre catholique et l'enseignement officiel, ensuite entre la communauté francophone et la communauté néerlandophone? Cela serait particulièrement instructif.

Est-il exact que l'enseignement de l'Etat va perdre 1 000 emplois de plus à la suite de ces mesures? Voyez la presse et les affirmations de M. le ministre Coens. Mais que devient l'annonce de celui-ci selon laquelle 4 000 emplois seulement seraient perdus en Flandre pour 8 000 en régime francophone?

De heer Luyten. — Minister Damseaux zegt het juist omgekeerd.

M. Hismans. — Chacun a son avis. Ce sont les joyeux duettistes, je vous l'ai dit, il y a un instant.

Il est évident qu'on pourrait épinglez chacune des dispositions annoncées et en analyser chaque fois les répercussions sur le plan linguistique: communauté néerlandophone et communauté francophone, et sur le plan philosophique: enseignement officiel et enseignement libre catholique.

Sans revenir sur le droit d'inscription dans les universités, qui sera différent d'une communauté à l'autre, sans reparler des internats désormais subventionnés, surtout au profit du libre, sans insister sur le fait que 9 100 milliards sont enlevés, en moyens, au détriment des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel, tandis que 1,3 milliards sur les 5,6 annoncés sont mis à la disposition du Fonds de garantie exclusivement au profit de l'enseignement libre, il vous surprendra peut-être de me voir relever, comme la mesure la plus antisociale, le paiement d'un droit d'inscription en promotion sociale.

Sous les ministres Tromont, Bertouille et maintenant, Damseaux, mais toujours sous le même ministre Coens, les coups n'ont cessé de pleuvoir sur cet enseignement «de la dernière chance». Et pourtant, n'est-ce pas par ce biais que tant d'ouvriers, de techniciens, d'employés ont reçu une formation complémentaire, ont conquis un diplôme supérieur et se sont ouverts une meilleure voie dans la vie? Faut-il vraiment imposer ce minerval, cette mesure dissuasive antisociale? A moins qu'il ne faille trouver l'explication dans le fait que cet enseignement de promotion sociale est à 75 p.c. francophone et à 80 p.c. officiel. Dès lors, toutes les déductions peuvent en être tirées.

J'aurais voulu citer des passages du discours prononcé par Sa Majesté le Roi à l'occasion de la Fête nationale. Je ne le ferai pas, par respect. J'évoquerai seulement une haute élévation de pensée: un appel au développement de la personnalité entière de l'élève, un hommage à la mission des éducateurs, particulièrement des maîtres de l'enseignement secondaire, la redéfinition des valeurs à transmettre en priorité aux nouvelles générations, le sens de la solidarité autant que celui de l'effort et de l'efficacité et, enfin, le développement nécessaire de la capacité de s'adapter et d'apprendre à apprendre. Il était inutile, pour le Roi, de citer l'enseignement qui était évoqué, chacun avait compris.

Mais, pendant ce temps-là, les ministres du Roi n'en finissaient pas d'essayer d'établir un équilibre de mesures. Un grand journal de la capitale écrivait, il y a peu, que le ministre Coens, CVP et Flamand, se faisait depuis longtemps le champion de l'enseignement libre catholique et des intérêts de l'enseignement néerlandophone.

M. Langendries. — Un journal wallon a affirmé autre chose. Il faut lire l'éditorial du journal *Le Peuple*.

M. Hismans. — Nous lirons cet éditorial, mais d'habitude, vous ne lui accordez pas autant d'intérêt.

Pendant ce temps, on disait, dans ce même grand journal de la capitale, que le ministre Damseaux, très contesté, se refaisait une popularité en défendant l'enseignement officiel et francophone.

Cela mérite qu'on y réfléchisse. Quand, en commission de l'Enseignement et de la Science du Sénat, j'ai dénoncé l'addition des avantages engrangés systématiquement par l'enseignement catholique, un commissaire PSC m'a répondu que je remontaient au déluge! Au déluge? Il y a trente ans, je ne sais si c'était l'époque de Noé, mais l'enseignement libre recevait certaines subventions globales. Les professeurs ne devaient pas nécessairement répondre aux conditions de diplômes ou de titres exigés dans l'enseignement de l'Etat et ils étaient payés par leur pouvoir organisateur, souvent à des barèmes inférieurs à ceux de l'Etat. De plus, des prestations diverses leur étaient imposées en surcroît, pendant les vacances et week-ends.

Un professeur de menuiserie m'a un jour expliqué ce qui lui incombait pendant les vacances. Ajoutons qu'à ce moment, la majorité des enseignants du libre étaient des religieuses, des jésuites ou des «petits frères», selon les écoles et les congrégations dont elle dépendaient.

Tout cela a subi une sérieuse mutation. Le premier changement essentiel résultant du Pacte scolaire, ce fut la subside totale des traitements aux pouvoirs organisateurs, puis le paiement direct de ces traitements aux enseignants de l'enseignement libre catholique. Cela évitait les «ponctions» faites par certains pouvoirs organisateurs au détriment de leur personnel. En contrepartie de ces subside les titres équivalents étaient exigés pour bénéficier d'un même barème.

Tous les traitements étaient donc pris en charge par l'Etat pour des fonctions identiques. Il en était de même dans l'enseignement des provinces et des communes, à l'exception du paiement direct qui n'était toutefois effectué que dans l'enseignement fondamental. Les provinces et les communes doivent encore assumer le paiement de leur personnel et ne reçoivent les subsides qu'après.

Telle était la base du Pacte scolaire. Avec en plus, pour ces provinces et communes, la possibilité d'obtenir 60 p.c. de subventions pour des constructions scolaires et pour l'enseignement catholique, comme pour les provinces et communes, des subsides de fonctionnement calculés par élève.

C'est sur ces bases qu'avait été signé l'armistice, le «Pacte scolaire», mettant fin à la guerre du même nom. Un juste équilibre semblait avoir été réalisé et cautionné par toutes les parties concernées, en tout cas par les trois grands partis nationaux d'alors.

Mais depuis lors!

Les provinces et communes qui, à l'origine, avaient des moyens propres, ont vu leurs finances mises à sac par les mesures gouvernementales de tous les gouvernements successifs.

Quant à l'enseignement catholique, il a additionné, au fil du temps, les divers avantages. Tout d'abord, il a conservé ses moyens propres, les moyens propres des congrégations sur lesquels on n'a jamais fait la lumière mais qu'on estime, dans certains milieux, à 4 milliards d'intervention par an. Ils subsistent, tout comme les minervaux ou autres obligations équivalentes d'appartenance payante à un amicale de l'école.

Et le mystère de ces fonds propres mérite réflexion. Est-ce pour rien que la famille social-chrétienne s'est opposée l'an dernier à l'introduction des reviseurs d'entreprises dans son enseignement? A l'Etat, dans les provinces et communes, tout franc dépensé pour l'enseignement est une dépense publique connue, publiée, discutée et votée. Nuance!

Quand, en 1973, juste avant le début de la crise économique, on revoit le Pacte scolaire, on crée quatre fonds des bâtiments scolaires. La nouveauté essentielle est le Fonds de garantie dont les deux tiers bénéficient à l'enseignement libre catholique par l'intervention dans les intérêts d'emprunt pour la construction de ses bâtiments scolaires. Cela permettrait de ramener le taux d'emprunt à 1,25 p.c. Cette nouveauté était déjà importante en 1973; elle est accentuée aujourd'hui par le gouvernement Martens VI, surtout en comparaison du sort réservé aux bâtiments scolaires officiels.

Autre avantage, le fameux capital-périodes dans l'enseignement fondamental, qui constitue un cadeau de plusieurs centaines d'emplois à l'enseignement catholique. Citons aussi les normes préférentielles pour les régions rurales, où l'on retrouve, par hasard, beaucoup d'écoles catholiques. Que dire, enfin, de la subside des internats de l'enseignement libre, qui avait été explicitement exclue du Pacte scolaire, et qui est intervenue en dépit de la Commission dudit Pacte?

Mais où en sommes-nous aujourd'hui, si nous essayons de dresser le bilan ?

L'enseignement de l'Etat doit vivre de ses moyens propres, strictement limités. On vient de diviser par deux « l'enveloppe » relative au fonctionnement et à l'entretien. « Adressez-vous au privé et débrouillez-vous », disent les ministres libéraux. Facile, non ?

Concernant les bâtiments scolaires, la situation est claire. Un des premiers arrêtés numérotés de pouvoirs spéciaux, le 411, ampute de 9,1 milliards les moyens mis à la disposition de l'Etat, des provinces et des communes. Mais, d'avance, illégalement, les ministres avaient limité chaque année, en 1985 et 1986 aussi, les dépenses autorisées, pourtant fixées par la loi du Pacte scolaire.

Par ailleurs, le Fonds de garantie vient de recevoir 1,3 milliard pour l'enseignement libre. C'est un premier pas vers les 5,6 milliards promis dans la déclaration gouvernementale.

En ce qui concerne les réductions d'encadrement dans l'enseignement rénové, l'enseignement de l'Etat ne pourra que subir. Aucun moyen extérieur ne peut intervenir en sa faveur. Les provinces et communes étant désargentées — à la suite du détournement des moyens fiscaux par l'Etat —, elles ne pourront en rien soutenir leur enseignement contre les dernières attaques.

Mais l'enseignement catholique, lui, pourra utiliser sa liberté et ses moyens propres, occultes certes, mais très réels. Les ministres l'ont confirmé en commission : une école libre pourra, sur ses moyens propres, payer tel ou tel enseignant supplémentaire.

Si tous les enseignants, du libre comme de l'officiel — et je m'en réjouis —, se sont élevés contre les mesures antidémocratiques issues de Val-Duchesse, les applications risquent cependant d'être bien différentes entre l'enseignement officiel et l'enseignement catholique.

En réalité, depuis le Pacte scolaire de 1959 et sa révision de 1973, bien des changements sont intervenus : subordination des internats, réduction des moyens d'enseignement de l'Etat, des provinces et communes, blocage des crédits de construction, capital-périodes et autres.

Dès lors, je poserai, à ce sujet, trois questions en guise de réflexion finale.

Première question : quand on porte atteinte aux conditions qui ont permis la signature d'une paix négociée, ne crée-t-on pas les conditions d'une nouvelle guerre ? J'aurais souhaité que M. De Bondt, qui a introduit un certain amendement la semaine passée, soit présent pour entendre cette question.

Deuxième question : quand on déclare que les dépenses d'enseignement sont insupportablement élevées en Belgique, n'est-ce pas monsieur Evers, pourquoi ne précise-t-on pas que l'existence de deux réseaux parallèles complets en est une des causes essentielles ?

M. Langendries. — C'est cela !

M. Hismans. — C'est évident !

Troisième question : quand on ressort la vieille fable des parents qui veulent confier l'éducation et l'enseignement de leurs enfants à des écoles conformes à leurs convictions religieuses, outre que celles-ci sont bien évanescentes aujourd'hui, ne peut-on constater qu'il n'y a presque plus de religieux dans l'enseignement catholique et que les enseignants de ce réseau sont pratiquement du même tonneau, c'est-à-dire ni plus croyants ni plus mécréants...

M. Langendries. — Vous venez de dire exactement le contraire. Vous tenez des discours différents selon les moments et les endroits.

M. Hismans. — Attendez un instant la fin de mon exposé avant de juger.

M. Windels. — Permettez-moi de m'étonner de vos propos, monsieur Hismans. Je connais vos appréhensions au sujet de l'enseignement en général, puisqu'elles sont aussi les miennes. Je regrette cependant le ton fondamentalement hostile que vous adoptez à l'égard de l'enseignement libre. Je suis responsable, depuis plusieurs années, de 5 700 élèves. Aucun religieux, aucune religieuse ne figure parmi leurs professeurs, ni direction. Vous parlez de fonds propres mystérieux. Je ne connais aucun centime qu'on puisse qualifier de cette façon. Quant au contrôle, nous avons des vérificateurs qui, durant toute une semaine, du lundi au vendredi soir, examinent chaque présence, chaque dossier, chaque élève. Que voulez-vous de plus ?

M. Hismans. — Monsieur le président — puisque vous êtes le président de la commission de l'Enseignement —, nous sommes certainement sur la même longueur d'ondes à propos de nombreux points. Il est regrettable que vous n'ayez pas tout écouté.

J'ai dit que la vieille fable de l'enseignement conforme aux croyances religieuses des parents est dépassée parce que les écoles libres de ma région, et d'autres, notamment des écoles officielles dont je suis responsable, sont pratiquement devenues des établissements qui dispensent le même enseignement, sauf pour les cours philosophiques. Il faut se rendre compte que la plupart des cours, que ce soit un cours d'ajustage, de peinture, de mathématique moderne, de comptabilité, de gymnastique, et tant d'autres, ne subissent aucune imprégnation philosophique. Il n'y a que quelques cours où cette influence peut avoir lieu.

Tous les hommes de bon sens, et telle est ma conclusion, ne devraient-ils pas réfléchir et essayer d'obtenir que les responsables des réseaux d'enseignement, et singulièrement les ministres concernés, remettent leur ouvrage sur le métier avant d'avoir porté définitivement atteinte à un avenir démocratique pour notre jeunesse, sous le sordide prétexte d'économies fort discutables et d'ailleurs fort discutées ?

Je crois cependant qu'il faut tout examiner. Je connais beaucoup de professeurs de l'enseignement libre qui se trouvent un peu par hasard dans ce réseau parce qu'ils y ont trouvé un emploi. Telle est la situation actuelle. Je souhaiterais qu'on réalise que, depuis le Pacte scolaire, le temps a passé et que beaucoup de données ont changé. Il est nécessaire de les examiner et non pas de sabrer dans le budget comme on le fait maintenant.

M. Langendries. — Ce n'est pas en tenant de tels discours que vous y arriverez, monsieur Hismans.

M. Hismans. — Tout dépend de l'interlocuteur, suivant qu'il écoute ou n'écoute pas.

M. Langendries. — Tâchez de tenir des discours identiques à la tribune et à l'extérieur de cette enceinte.

M. Hismans. — Essayez d'agir conformément aux souhaits de vos enseignants, si vous le pouvez.

M. Langendries. — Ne demandez pas aux enseignants du réseau libre de vous suivre dans la rue. C'est ce que vous faites depuis deux mois et vous tenez à cette tribune des propos totalement différents de ceux que vous adressez aux enseignants pour les inciter à manifester.

M. Hismans. — Je me demande si vous m'avez vraiment écouté.

M. Langendries. — Je vous ai écouté très attentivement, mais certains discours sont dérangeants parce qu'ils sont excessifs et votre discours est excessif.

M. Hismans. — J'ai été très nuancé.

M. Langendries. — Vous n'avez absolument pas été nuancé.

M. Hismans. — Il est évident que vous n'avez pas écouté mon exposé et c'est regrettable. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Holsbeke.

De heer Holsbeke. — Mijnheer de Voorzitter, de begrotingsvooruitzichten van de sociale zekerheid voor 1986 geven een positief saldo te zien van ongeveer 12 miljard, waarbij dan nog 14,8 miljard moet worden gevoegd bestemd voor het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid. Dit boni is het gevolg van een indrukwekkende reeks inleveringen van de sociaal verzekerden tijdens de jongste jaren.

Van alle thans voorgenomen besparingen situeert 27 pct. zich in de sociale cel. Het begon met de afschaffing van de rijkstoelagen aan de zogenaamde openluchtkuren, dit wil zeggen, onder meer, de organisatie van vakanties voor zieke en gehandicapte kinderen.

In dezelfde sector, deze van de ziekteverzekering, volgde nadien ingreep na ingreep : de toelage voor het voorhuwelijks sparen werd met 5 pct. verminderd; de subsidie voor de overlijdensvergoeding werd afgeschaft; de subsidie voor primaire arbeidsongeschiktheid werd afgeschaft en de subsidies voor de « geneeskundige verzorging » werden geplafonneerd.

Door de maatregelen vervat in het Sint-Annaplan verdwijnen de subsidies voor herstellkuren, ziekenvervoer en uitkeringsdiensten; eens te meer een besparing van 100 miljoen in het vooruitzicht ten laste van de zwaksten in onze maatschappij.

En alsof dit alles nog niet voldoende was, komt daar bovenop de afschaffing van de fiscale aftrekbaarheid van de vrijwillige ziekenfonds-bijdragen, wat een bijkomende fiscale lastenvermeerdering voor loon- en weddetrekkenden betekent. Dit alles staat in schril contrast met de voornemens van de regering op het vlak van het pensioensparen. Ook zij die zich via hun verschillende ziekenfondsverbanden vrijwillig wensen te verzekeren tegen de steeds maar stijgende ziekenhuiskosten en daarom een aanvullende verzekering bij ziekenhuisopname sluiten bij hun ziekenfonds, worden door deze maatregel niet gespaard. Het is bijgevolg duidelijk dat hierdoor in de kaart wordt gespeeld van de privé-verzekeringsmaatschappijen en dat men de wet van 1894 op de verbonden van onderlinge bijstand, waardoor de deelgenoten zich vrijwillig kunnen verzekeren tegen risico's van ziekte en vroegtijdige dood, een wet gesteund op het solidariteitsbeginsel, wil ontkrachten. Hiermee wordt eens te meer een stap gedaan in de richting van de privatisering van de vrijwillige ziekteverzekering.

Inzake eerstelijnsgezondheidszorg wil de regering twee elkaar aanvullende maatregelen nemen: het derde-betalersysteem wordt verboden voor ambulante verzorging met inbegrip van verzorging in de poliklinieken, maar wordt verplicht tot toepassing voor gehospitaliseerde patiënten en er komt een verbod tot terugbetaling en tot herverzekering van remgelden voor ambulante verzorging.

In zijn voorstellen tot hervorming van de sociale zekerheid, met inbegrip van het gezondheidsbeleid, heeft de minister van Sociale Voorzorg altijd gepleit voor de ontplooiing van de eerstelijnsgezondheidszorg, die minder duur is en dichter staat bij de patiënt. Het pakket van maatregelen dat tot hertoe werd genomen, druist echter regelrecht in tegen dergelijk beleid. De financiële mogelijkheden van de minder-gegoeden worden immers in grove mate onderschat. Men belet deze categorie van mensen zelfs zich met eigen middelen te beveiligen tegen ziekterisico's. Zullen zij zich nog tijdig laten verzorgen, met alle risico's van dien bij een latere ziekenhuisopname? Of zullen zij proberen zich onmiddellijk in een ziekenhuis te laten opnemen? Deze maatregelen zijn bovendien gericht tegen verzorgingsinstellingen die altijd geijverd hebben voor een kwalitatief hoogstaande geneeskunde — via de solidariteit van de aanvullende verzekering — binnen het bereik van een ieder. Het verbod tot herverzekering van het remgeld is trouwens een regelrechte aanval op het recht van vereniging en bijgevolg in strijd met artikel 20 van de Grondwet. Ook bedreigen deze maatregelen het verder bestaan van de forfaitair gefinancierde gezondheidscentra, terwijl de verdere ontplooiing van de daghospitaisatie erdoor in het gedrang komt.

Anderzijds wordt de preventie ook niet in de hand gewerkt. Nemen wij als voorbeeld de familiale onderlinge hulp of gezins- en bejaardenhulp, destijds met ruime steun van de overheid in het leven geroepen samen met de diensten voor thuisverpleging. De nobele doelstelling was, gezinnen waaruit leden door ziekte of ongeval werden getroffen, of bejaarden die zich tijdelijk niet zelfstandig konden behelpen bij essentiële handelingen van het dagelijks leven, de nodige hulp aan huis te bieden, in hun eigen vertrouwde omgeving. Hierdoor werden dikwijls dure opnamen in gezondheidsinstellingen vermeden. Een lovenswaardig initiatief dat op termijn de gezondheidszorg in het algemeen goedkoper moest maken.

Het waren voornamelijk verenigingen zonder winst oogmerk in de mutualistische wereld, naast OCMW's die deze diensten tot stand brachten en met succes. Met zodanig veel succes dat na verloop van tijd moest worden vastgesteld dat de vraag naar deze diensten het aanbod verre overtrof. De behoefte was dus meteen duidelijk bewezen. En omdat ook hier de toelagen werden geblokkeerd en de promotors zich bijgevolg geen uitbreiding van hun diensten konden veroorloven, werd hun toegestaan Dac-projecten op gang te brengen ter aanvulling van hun diensten voor gezins- en bejaardenhulp. Zo ontstonden de poetsdiensten, klusjes-diensten aan huis, thuisopvang van zieke kinderen, oppas van zieken en dies meer. Maar nadat, zoals reeds gezegd, de subsidiëring van gezins- en bejaardenhulp werd geblokkeerd, worden de promotors van de Dac-projecten door de jongste regeringsmaatregel gedwongen tot een terugbetaling van gemiddeld 10 pct. aan de Staat. De promotors zullen 10 pct. van de loonlast moeten dragen voor de personen tewerkgesteld in het Dac voor programma's met betaalde dienstverlening. Voor andere programma's in het Dac zullen de promotors 5 pct. van de loonlast moeten betalen. Indien een project valt onder de bevoegdheid van één van de Gemeenschappen, zal die Gemeenschap eveneens 5 pct. in de loonlast moeten betalen, met evenwel mogelijkheid in bepaalde gevallen om een afwijking te bekomen. Wij vragen ons af in welke gevallen.

Dat alles wordt met evenveel woorden herhaald in de geïllustreerde informatiebrochure die uitgaat van de minister van Sociale Zaken, dezelfde minister die zich bij herhaling voorstander noemde van de ontplooiing van de eerstelijnsgezondheidszorg. Begrijp wie kan! Want deze maatregelen zullen ongetwijfeld sommige VZW's en andere instellingen ertoe brengen het aantal personen tewerkgesteld in het BTK- of in ons geval het Dac-statuut te verminderen. Dus vermindering van eerstelijnsdiensten. Komt daarbij dat, in het algemeen beschouwd, de jongeren hierdoor zullen worden getroffen, vermits er ongeveer 100 000 personen in deze programma's zijn tewerkgesteld.

« It's now or never » is de titel van het eerste hoofdstuk uit de informatiebrochure van minister Dehaene. Het zou wel eens voor meerdere facetten van de gezondheidszorg, en speciaal voor de eerstelijnszorg, *the beginning of the end* kunnen zijn. (Applaus op de socialistische banken.)

M. le Président. — La parole est à M. Taminiaux.

M. Taminiaux. — Monsieur le Président, dans le domaine de l'enseignement fondamental, il faut bien le dire, il y a peu de modifications depuis la Pentecôte, si ce n'est un peu plus de confusion! Bousculade et affrontement de statistiques controversées, au goût inévitablement communautaire. Essais de redéfinition de l'école rurale, car l'école rurale devait être épargnée par les mesures de réduction de l'encadrement dans l'enseignement secondaire.

Chaque jour, des modifications étaient annoncées ou démenties; plus personne ne s'y retrouvait. Comme titrait *Le Soir* du 25 juillet: « Des chiffres et des lettres: Martens recalé sur l'école. »

Et il aura fallu, selon *La Libre Belgique* du 25 juillet, « un sommet pour faire sauter le bouchon de l'enseignement ».

Ainsi, ce lundi, la presse nous apprend qu'en définitive, et en respect de la loi du 31 juillet 1984, ce sont les établissements situés dans les communes de moins de 125 habitants au kilomètre carré qui entrent dans la catégorie des écoles rurales. Tant de remue-ménage pour retourner à la « case-départ »!

En outre, il est évident que le blocage des dotations ou des subventions pour le fonctionnement, pour les livres et fournitures scolaires et pour l'équipement, risque de porter atteinte au principe de la gratuité de l'enseignement. En effet, les gestionnaires de la fameuse enveloppe globale qui sera attribuée à chaque école, seront tentés de s'adresser aux parents pour contribuer à l'achat de livres, d'appareils, d'équipement, de matériel didactique.

Par ailleurs, s'est-on bien interrogé sur les conséquences de la suppression de la gratuité des transports scolaires par l'instauration d'un ticket modérateur? Le gouvernement a-t-il bien mesuré les répercussions de cette décision sur le déroulement régulier des études des élèves les moins favorisés? Il m'est revenu à ce sujet que les ménages devraient déboursier en moyenne, 5 000 francs en plus, par an et par enfant.

Et pourtant, la gratuité des transports scolaires dans l'enseignement ordinaire était complémentaire à la politique de création des bâtiments scolaires, bloquée elle aussi pour l'enseignement officiel. Elle avait été fixée en respect du principe du libre choix de l'école, tel qu'il est inscrit dans le Pacte scolaire.

Ces dispositions cumulant leurs effets néfastes coûteront cher aux parents et, vraiment, je n'arrive pas à comprendre que le parti de M. Deprez, qui avait annoncé un gouvernement plus social et qui entendait faire respecter le droit à la formation pour les moins favorisés, que ce parti, dis-je, ait avalisé cette nouvelle atteinte au pouvoir d'achat des familles, et cela après avoir obligé les jeunes à aller à l'école jusqu'à 18 ans.

Et puisque nous parlons d'obligation, qu'en est-il de l'enseignement du néerlandais dans l'enseignement fondamental en Wallonie? Sera-t-il obligatoire ou facultatif? A partir de quel degré et à raison de combien d'heures par semaine sera-t-il dispensé? S'il est facultatif, est-il concevable qu'un pouvoir organisateur puisse opter pour l'enseignement d'une autre langue à vocation internationale?

De plus, quels seront réellement les moyens en hommes — avec quels titres? — et en argent prévus pour concrétiser cette décision? Ces cours qui seraient attribués hors capital-périodes, peuvent-ils être donnés par le chef d'établissement qui posséderait les titres requis ou jugés suffisants? Je pense, bien sûr, aux chefs d'écoles de moyenne importance, c'est-à-dire celles dont le nombre d'élèves se situe entre 180 et 299.

En effet, puisque vous maintenez votre décision de faire prester par ce directeur d'établissement d'enseignement fondamental six heures de

cours par semaine, admettriez-vous qu'il les assume dans le cadre des cours de langues modernes? Quoi qu'il en soit, si ce responsable d'école de moyenne importance ne doit plus assurer le remplacement des titulaires absents, vous l'obligez cette fois à assumer six heures de cours chaque semaine. Lorsqu'il remplaçait un titulaire absent, il était astreint à des prestations supplémentaires gratuites qui perturbaient sa tâche de directeur et l'organisation pédagogique, mais qui conservaient le volume de l'emploi dans le cadre organique. Maintenant, les six heures hebdomadaires désorganisent peut-être moins sa fonction de direction, mais posent des problèmes pédagogiques et constituent encore un supplément de prestations; plus, elles sont puisées dans le capital-périodes, ce qui porte inmanquablement atteinte au volume de l'emploi, au détriment du personnel enseignant statutaire.

Chaque fois que l'on comptera quatre écoles d'enseignement fondamental de cette dimension, cela signifiera la perte d'un poste d'instituteur ou d'institutrice. Selon *Le Soir* du 14 juillet, l'économie escomptée, secteurs néerlandophone et francophone confondus, rapporterait en 1986, entre 41 millions 300 mille francs et 99 millions 700 mille francs. Quel élastique! Mais quelle est donc la véritable prévision de l'impact budgétaire?

Devant tant d'imprécision, c'est le moins qu'on puisse dire, je demanderais à MM. les ministres de l'Éducation nationale, chacun pour son secteur, de bien vouloir me communiquer, par réseau, le nombre de chefs d'établissement concernés et le nombre de pertes d'emplois statutaires que provoquera l'application de cette décision.

Par ailleurs, il semblerait qu'à la suite d'un avis de la Cour des comptes, vous mainteniez l'interdiction d'utiliser les reliquats du capital-périodes. Cette décision est ressentie par les enseignants comme un véritable hold-up, une sorte de précompte prélevé sur le capital utilisable. La fiscalité du capital-périodes! Quatre cent cinquante emplois seraient ainsi subtilisés à l'enseignement fondamental. Est-ce juste?

En outre, je n'ai pu m'empêcher de sursauter en lisant dans la presse que les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de deux ans et six mois au 30 septembre ne peuvent plus être présents à l'école maternelle. Où iront-ils, ces mioches? Quelles économies le gouvernement compte-t-il réaliser en ce domaine?

Bien entendu, un problème essentiel pour l'enseignement officiel et l'enseignement libre non confessionnel, reste celui des modalités de calcul du capital-périodes. M. le ministre Damseaux avait proclamé qu'il accorderait priorité au règlement de ce dossier. Mais, c'est vrai, on n'entend plus parler de mesures de correction. Qu'en est-il?

Il y a deux ans déjà que l'enseignement officiel est sérieusement pénalisé par l'application de l'arrêté royal du 30 août 1984. Il est temps, ne le pensez-vous pas, de mettre fin de manière organique et permanente à cette injustice criante.

Dans quelques semaines aura lieu la rentrée scolaire dans l'enseignement fondamental. Les enseignants vont se compter et dénombrer les pertes d'emploi dans leur école. L'enseignement fondamental sera touché également par les restrictions plus générales qui seront imposées notamment aux fonctionnaires.

C'est ainsi, par exemple, que le gouvernement estime que si l'agent de la Fonction publique peut compter 30 jours de congé de maladie par douze mois d'ancienneté, il ne lui sera plus permis de les utiliser en fin de carrière, c'est-à-dire au moment où logiquement il en aurait le plus besoin. Si cette mesure est arrêtée, elle pénalisera ceux qui n'ont pas exagéré, ceux qui sont parfois allés travailler en étant malades parce qu'ils savent bien qu'ils ne seront pas remplacés ou parce que, à leur rentrée, ils devront mettre les « bouchées doubles » pour rattraper le retard accumulé.

Dans l'enseignement, par exemple, le congé de maladie doit couvrir au moins une période de dix jours ouvrables pour donner droit au remplacement de l'agent. Il arrive très souvent que l'enseignant, sachant que ses élèves iront en salle d'études ou seront répartis entre ses collègues, hésite avant de prendre un congé de maladie. Ou alors, son médecin doit évaluer, dès le départ, s'il est nécessaire de prescrire un arrêt de travail de deux semaines d'emblée, ce qui permet de faire assurer les cours par un temporaire. Mais attention aussi, car des mesures de réaffectation d'agents en disponibilité peuvent être décidées! Que c'est compliqué! On aurait peur d'être malade!

En outre, *Le Soir* du 7 juillet nous annonce une réforme sur la façon de calculer les congés de maladie. Si l'on en croit ce journal, un mois de

congé de maladie équivaldrait à 21 jours dans la Fonction publique. C'est ce que proposerait le ministre de la Fonction publique.

Bien sûr, « Val-Duchesse » prévoit 11 milliards de réduction budgétaire dans la Fonction publique; mais on remarquera quand même que cette disposition ne figurait pas parmi les mesures envisagées.

De plus, et avant la concertation, il serait utile de connaître les principes que vous appliquerez pour réorganiser le Service de santé administratif et de savoir aussi, de quelle manière vous comptez responsabiliser les chefs de service pour mettre fin aux abus en ce domaine.

La place que vous réservez à la Fonction publique dans l'exposé général du budget des recettes et dépenses de 1986 me paraît importante. Mais on y trouve essentiellement des mesures qui auront un effet sur le budget de 1987.

Comme nous devrons donc très bientôt en discuter, ce chapitre a retenu toute mon attention. Vous prévoyez une négociation globale sur: la place, le rôle et le bon fonctionnement de la Fonction publique, ce qui doit déboucher sur la rédaction d'un projet de loi qui déterminera des principes généraux pour toute la Fonction publique, et dont l'application sera réglée par des arrêtés royaux.

Si le gouvernement veut légiférer en cette matière, il devra organiser aussi un large débat au Parlement. Il faudra, bien sûr, redéfinir la fonction publique et le service public et confronter ces définitions à des notions comme celles de profit, concurrence, monopole de privatisation. Il faudra donc analyser les besoins du consommateur, la disponibilité de l'administration, l'accessibilité des services, les relations publiques, l'information, le traitement des dossiers. Enfin, on devra poser des exigences, mais avec la préoccupation prépondérante du succès, et non de l'échec, de l'entreprise publique.

Depuis 1982, les services publics ont constitué une des cibles favorites des partis au pouvoir, d'ailleurs plus attentifs à la privatisation qu'à une véritable défense de ces organismes, que les socialistes veulent modernes et cohérents, à l'écoute et au service du public.

Ainsi, vous estimez que les statuts du personnel sont très divers et qu'il faut les simplifier. Vous citez les agents définitifs, les temporaires, les contractuels, les auxiliaires, les CMT, les CST, les stagiaires. Ensuite, vous ajoutez qu'« en dehors de ceux-ci, il est envisagé de réduire ces catégories au nombre de deux, soit une catégorie d'agents définitifs et une autre, d'agents contractuels, selon la nature des besoins en personnel ». Que signifie la locution « en dehors de ceux-ci »? Et comment s'opérerait la mutation statutaire? On n'est quand même pas agent définitif en commençant sa carrière!

Vous comptez déterminer des mesures pour accroître la motivation des agents et l'efficacité des services. De même, à juste titre, vous voulez réaliser la valorisation des efforts fournis. Mais je me pose la question de savoir si ce n'est pas le contraire que vous organisez. C'est ainsi que vous parlez d'un mécanisme d'intéressement des agents et que, pour 1987, vous comptez instaurer, selon l'exposé général, « un contrat de progrès entre l'État et ses agents, en vertu duquel les économies réalisées au-delà de l'objectif budgétaire, tant sur les coûts salariaux que sur les coûts de fonctionnement, pourront être utilisées au profit de leur personnel par les départements et services les plus performants ».

Une norme de performance et donc d'accès aux avantages du contrat de progrès sera fixée. Vous ajoutez que « les départements ou services bénéficiaires auront le choix de répartir l'enveloppe reçue sur la base d'un cadre régional d'avantages inhérents au contrat de progrès ». Mais qui jugera? Qui décidera? Cela me donne froid dans le dos!

En effet, pour bénéficier d'avantages, il faudra faire des économies au-delà de l'objectif budgétaire sur les coûts salariaux, ceux de fonctionnement ou l'ensemble des deux. En fait, l'objectif primordial est de récupérer de l'argent aussi bien sur les salaires et traitements que sur le fonctionnement. Pratiquement, par exemple, lorsqu'on pourra supprimer des emplois, on aura accès aux avantages de ce contrat de progrès. Ainsi, le fonctionnaire directement responsable des performances pourrait prétendre, si j'ai bien compris, à une majoration de son traitement parce qu'il aurait provoqué l'éviction de collègues. Il s'agit là, pour moi, d'une incitation à une sorte d'ouverture de la chasse aux fonctionnaires par les fonctionnaires. S'il est naturel qu'il y ait des plus forts et plus faibles, il est cependant intolérable que les uns puissent écraser les autres.

M. Pécriaux. — C'est bien dit!

M. Taminiaux. — Mais l'esprit de compétition non modulé détruit une valeur noble comme la solidarité et met en péril la démocratie, car l'attrait de l'argent et le renforcement des égoïsmes vont de pair pour établir des régimes forts dans lesquels les droits de l'homme sont bafoués.

Qu'on me comprenne bien; je ne dis pas qu'il n'y a rien à faire pour améliorer la qualité des services publics, bien au contraire, et j'espère que nous en reparlerons. Mais, dans cet ordre d'idées, il eût été intéressant d'aborder cette problématique par le biais des lois de 1980 sur la réforme de l'Etat en s'appuyant sur les nouvelles réalités institutionnelles. En effet, des services nouveaux peuvent créer des habitudes nouvelles.

Depuis 1982, l'emploi n'a cessé de diminuer dans la Fonction publique. Et ce n'est certes pas en réduisant les investissements publics à 64 p.c. de leur niveau de 1985 qu'on permettra à l'embauche de redevenir ce qu'elle était.

Treize milliards d'économies, c'est ce que veut le gouvernement en matière d'investissements publics. Et vous vous souviendrez peut-être, chers collègues, qu'à l'occasion de mon intervention à cette tribune concernant le problème de «La Brugeoise et Nivelles», j'ai déploré les mesures de Val-Duchesse qui prétendent trouver trois milliards d'économies au Fonds de rénovation industrielle, réduire l'aide aux exportations, diminuer le volume des commandes publiques, réduire l'intervention de l'Etat dans le déficit de la SNCB et supprimer l'enveloppe des Fonds des bâtiments scolaires pour l'Etat, les provinces et les communes.

Le gouvernement donne l'impression de baisser les bras en ce domaine, car la réduction draconienne des investissements publics provoquera de nouvelles pertes d'emploi. Néanmoins, il nous rappelle les deux objectifs généraux d'une programmation triennale des investissements publics. Le premier se situe au niveau fonctionnel et entend renforcer la pertinence fonctionnelle et la cohérence globale du programme d'investissement. Le second veut, sur le plan économique et industriel, mettre davantage les commandes publiques au service d'une politique de soutien sélectif de l'activité économique.

Je relève aussi dans l'exposé général, et cela me rassure un peu, le maintien des programmes prioritaires à charge du budget de l'Etat et la réalisation d'économies dans les programmes non prioritaires. Il est question alors de l'achèvement des grands projets en définissant aussi les priorités, la continuité et la cohérence des programmes d'investissements publics.

Dans ce programme fonctionnel figure la politique des transports et plus particulièrement celle des travaux dépendant de l'administration des voies hydrauliques. En ce domaine, les conclusions du Bureau du Plan stipulaient: «Il importe moins en général d'investir dans de nouvelles infrastructures que d'éliminer les goulets d'étranglement qui subsistent, de rendre les réseaux et les moyens de transport plus complémentaires et plus cohérents et d'équiper les réseaux pour les rendre plus cohérents.»

Aussi, est-ce avec étonnement que j'ai lu à la page 91 de l'exposé que «pour les voies hydrauliques, il y aura lieu de procéder également à un étalement plus long dans le temps, notamment en ce qui concerne les travaux de Strépy-Thieu et le canal du Centre.» J'habite à moins de 200 mètres du canal du Centre et, comme mes voisins, j'ai vécu la construction du canal dans mon quartier. Que signifie encore pour nous un étalement dans le temps pour la réalisation des travaux du canal du Centre? Je suis désolé de le dire, mais programmer un étalement en juillet 1986 pour des travaux qui ont été décidés par une loi de 1957 frise le ridicule. C'est en effet la loi du 9 mars 1957 qui a fixé le programme de mise au gabarit de 1 350 tonnes d'un certain nombre de voies navigables dont le canal du Centre. En trente ans, la situation a bien changé.

Le contexte socio-économique aussi. La région du Centre a perdu, durant cette période, des milliers d'emplois et ne peut donc se permettre des négligences, ni manquer d'attention à tout ce qui peut contribuer à la relance économique et au réemploi industriel. Le canal du Centre est un instrument de cette politique. Sa réalisation doit être accélérée et non pas freinée, car il assure la liaison avec la France et l'Allemagne, par la Meuse et le Rhin notamment. Son importance est telle qu'en 1964, la conférence des ministres européens des Transports insista pour que l'entreprise soit accélérée; les Français en firent même un préalable à la poursuite de certaines activités franco-belges. En fait, il s'agit d'un hiatus regrettable de 12 kilomètres qui empêche la jouissance complète des voies navigables et notamment la liaison avec Bruxelles et la Flandre qui permettrait de rentabiliser d'autres voies navigables et, par exemple, via le canal de Willebroek, d'atteindre le Rupel et le port d'Anvers.

L'intérêt économique est évident, mais je crois aussi qu'en hommage aux sacrifices consentis par les populations expropriées et par celles qui ont dû subir de tels travaux, tout doit être mis en œuvre pour les

terminer. Mon quartier, le Blanc Pain à Houdeng, avait déjà été coupé en deux par le tronc commun des autoroutes de Wallonie et Bruxelles-Paris dans les années soixante. En 1974, nous apprenons qu'il doit s'approprier à subir une seconde césure, cette fois pour la construction du nouveau canal du Centre à grande section. Mais, en plus, on nous supprimait toute communication directe avec le centre de la localité. Un mur, en somme!

Pour briser notre isolement, nous avons fondé un comité de quartier afin de faire entendre notre voix et le ministre des Travaux publics de l'époque, actuellement Président de la Chambre, nous a donné raison en décidant la réalisation d'un pont-cadre et d'une route sous le canal.

J'ai vu aussi ce que signifiaient pour les riverains les expropriations massives. J'ai connu une famille qui a été expropriée deux fois: une première fois pour les travaux des autoroutes et une seconde fois un peu plus loin, pour les travaux du canal. Des maisons furent abandonnées et pillées! Quel désastre! Des milliers d'arbres sont tombés sous les coups des engins du génie civil et des dizaines de familles ont dû quitter le quartier où elles avaient passé une bonne partie de leur vie. Plus de la moitié du bois où fleurissaient jonquilles et jacinthes a disparu. Plus de la moitié de notre quartier n'existe plus. Tout cela, au nom de l'intérêt général! Ces sacrifices imposés aux riverains méritent le respect, me semble-t-il. Il est donc inadmissible de décider un étalement plus long de la durée des travaux! C'est indécent car il y a trente ans que cela dure.

Bien sûr, des ouvrages d'art importants doivent être construits. L'ascenseur funiculaire de Strépy-Thieu qui rattrapera une chute de plus de 73 mètres est en cours de réalisation. Interrogé par mes soins en commission des Finances, M. le Vice-Premier ministre et ministre du Budget m'a répondu que, dans le programme de 1986, 1 030 millions étaient libérés pour cette partie de construction du canal. Mais, sur le territoire d'Houdeng-Aimeries, il reste aussi à réaliser le pont canal d'une longueur de 360 mètres qui doit assurer la jonction entre les deux moignons de canal venant l'un de Strépy-Thieu, l'autre de La Louvière-Houdeng-Aimeries. Pour ce pont canal, qui surplombera les routes nationales 55 et 634, le coût initial avait été estimé à 810 millions en 1981. Qu'en est-il en 1986?

Pour ce dossier, dont un projet avait été retenu et avait fait l'objet d'une autorisation de bâtir en février 1985 par la Région wallonne, il y a maintenant blocage car la Région wallonne veut présenter un autre adjudicataire, malgré l'avis défavorable de la ville de La Louvière. Tout est donc bloqué à nouveau! C'est à se demander ce qui se passe! J'ai cherché l'explication et je crois l'avoir trouvée dans l'exposé général qui recommande de «sauvegarder la continuité de la programmation glissante». Ah, c'était donc cela! C'est vrai, on glisse! Pas étonnant puisque tout est gelé! A vrai dire, on patine, comme dit Julien Clerc dans sa chanson! Et je suis persuadé que sur le canal administrativement congelé, on assiste à de nombreux dérapages.

Il n'y a pas d'argent, dit-on. Allons! Allons! Qui n'a pas vu ces reportages de la RTBF sur les ponts superflus construits en Belgique? La construction de l'ancien canal du Centre à 300 tonnes avec ses quatre ascenseurs métalliques avait été décidée en 1879 et terminée en 1917 et nous nous demandons, en 1986, à quel moment sera opérationnel le canal du Centre à 1 350 tonnes dont la mise à ce gabarit fut décidée en 1957. Les travaux dureraient-ils plus longtemps qu'il y a quatre-vingts ans?

J'ai cité, tout à l'heure, extraits de l'exposé général, les mots: priorité, continuité et cohérence. Je réclame leur stricte application pour le canal du Centre et j'y ajouterai l'urgence.

M. Luyten. — C'est Amédée Dussauçois, le poète gaumais, qui a dit cela!

M. Taminiaux. — Il y va de la crédibilité du service public et de l'avenir d'une des régions les plus défavorisées du pays. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — Je vais proposer à la commission du Règlement d'insérer dans celui-ci un paragraphe supplémentaire. Ne conviendrait-il pas, afin d'inciter les orateurs à respecter le temps de parole qui leur est imparti, de prévoir une amende à infliger à ceux qui ne respectent pas les clignotants rouges? (*Sourires.*)

Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, een cinde maken aan de verfoeilijke «verstaatsing» van onze economie is een van de klassieke liberale leidmotieven van deze en de voorgaande regering, weliswaar aangebracht onder de stuwende kracht van de nieuwe lichte *underdogs* van de PVV-partner, toch maar mogelijk gemaakt dank zij deze katholieke CVP-liberalen, die in het huidige kabinet de spreekbuis zijn van onder meer het Vlaams Economisch Verbond en van grote broer, het VBO.

Een constante in deze, door dogmatische afkeer onderbouwde, behoudgezinde politiek, is de zogenaamde «privatisering» van de openbare bedrijven, of althans het proberen te gelde maken bij de privé-sector van de rendabele, en dus de mogelijk winstgevende delen van de publieke sector. Als gevolg van de politiek van de vorige regering werden deze bedrijven reeds onderworpen aan zware saneringsinspanningen — die trouwens ook in de komende jaren nog van kracht zijn — en nu worden ze nog eens extra getroffen door nieuwe bezuinigingsmaatregelen.

De gevolgen van de maatregelen die tijdens de vorige legislatuur bij genummerde koninklijke besluiten aan de overheidsbedrijven werden opgelegd, kunnen we samenvatten als volgt: — het stelselmatig verminderen van de staatssubsidies in de exploitatiebegrotingen van de overheidsbedrijven; — het systematisch verhogen van de lasten voor de gebruikers door jaarlijkse tariefverhogingen; — het door de achtereenvolgende maatregelen verminderen van de dienstverlening aan de gebruiker en aan de klanten; — het stelselmatig inkrimpen van de werkgelegenheid in de staatsbedrijven, wat nu al op ongeveer 15 000 voltijdse betrekkingen mag worden geraamd.

In het nabije verleden hebben we reeds verschillende keren gewezen op de onhoudbare toestand waarin de meeste overheidsbedrijven door deze politiek zijn terechtgekomen:

— Hoogst noodzakelijke investeringen, ook die waarvan de veiligheid van de gebruikers afhangt, moeten bij gebrek aan middelen steeds maar worden uitgesteld.

— In een periode waarin onder meer door het gevolg van de dalende olieprijs en de waardevermindering van de dollar, de andere vervoermiddelen alsmaar goedkoper worden, stijgen de tarieven van het openbaar vervoer steeds maar weer, en wordt er geen rekening gehouden met de verminderde kostenstructuur.

— De blindelings, lineair toegepaste personeelsinkrimping leidt tot sociale wantoestanden: de berg van nog te recuperen overuren en verlofdagen groeit nog steeds zienderogen aan, niet alleen bij de posterijen maar ook bij de Regie der Luchtwegen en bij de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen.

De heer Henrion, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op.

— De opgelegde saneringsmaatregelen zijn als het ware een carcan waarin het bedrijf zich moet bewegen wat dus een soepel, efficiënt commercieel beheer bij voorbaat onmogelijk maakt.

Geachte collega's, uit de algemene toelichting van de Rijksmiddelenbegroting voor 1986, en dus wellicht ook voor het volgende jaar, weten we nu dat deze politiek gewoon zal worden verder gezet en zelfs nog worden verscherpt. De Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen zal een extra inspanning moeten leveren van 4,4 miljard. De Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen en de maatschappijen voor intercommunaal vervoer zullen samen, in het komende anderhalf jaar, 1,3 miljard moeten opbrengen, terwijl gelijktijdig het investeringsbedrag zal moeten worden teruggeschroefd met 1,4 miljard. De Regie van Telefoon en Telegrafie, een bij uitstek winstgevend en toekomstgericht overheidsbedrijf, wordt gepluimd voor 1,1 miljard. Ze zal dus 2/3 van haar winstcijfer in de Schatkist moeten storten, en dit juist in een periode waarin hoogstnoodzakelijke investeringen moeten gebeuren ter vernieuwing van ons telefoonnet, aan de vooravond van het afsluiten van een reuzecontract met de multinationale privé-sector inzake telecommunicatie. De Regie der Posterijen en de Postcheque krijgen een extra besparing opgelegd van 1,2 miljard. De Regie der Luchtwegen wordt werkelijk alle middelen ontnomen om op een eigen, autonome manier in te staan voor de exploitatie van onze nationale luchthaven.

Mijnheer de Voorzitter, het is onze vrees dat door deze opeenvolgende negatieve maatregelen de toestand voor een aantal overheidsbedrijven onhoudbaar wordt en dat ze in de nabije toekomst echt niet meer in staat zullen zijn al hun opdrachten naar behoren te vervullen.

De publieke sector zal meer nog dan in de voorbije jaren het geval is geweest, verplicht worden een deel van de opgelegde sanering af te

wentelen op de klanten en op de gebruikers. Nieuwe tariefverhogingen en een verder terugschroeven van de dienstverlening zijn een onafwendbaar gevolg van het gevoerde beleid.

We vrezen ook voor de sociale gevolgen van deze saneringspolitiek: niet alleen zal de tewerkstelling in de openbare sector verder afnemen, maar ook de werkomstandigheden en vooral de toekomstmogelijkheden van het personeel worden zwaar gehypothekeerd.

Om dit te illustreren, en om aan te tonen dat achter de bespaarde bedragen op een begroting ook menselijke drama's schuilgaan, zal U mij toelaten heel even maar, stil te staan bij de toestand in de Regie der Posterijen.

Een eerste stap om de nieuwe budgettaire doelstellingen te realiseren, is blijkbaar de actualisering van het nu reeds toegepaste saneringsplan. Uit deze evaluatie kwam naar voren dat er onmiddellijk, en liefst met ingang per 1 augustus 1986, 5 miljoen uren moeten worden bespaard.

Wat zijn de gevolgen hiervan? Een aantal volledige postdiensten worden afgeschaft. Een aantal andere volledige diensten worden onvolledig, waarbij de bezoldiging van het personeel dat nu in dienst is, evenredig wordt vermindert. Voor titularissen in de laatste vijf jaar van hun loopbaan heeft dit uiteraard zware gevolgen bij de berekening van hun pensioen. Reeds bestaande onvolledige diensten worden verder ingekrompen. Betrekkingen die door deze inkrimping reeds minder dan half-time werden, verdwijnen eenvoudig. Het onderhoudspersoneel, weer eens de zwaksten die zich het minst goed kunnen verdedigen, wordt vermindert met 15 tot 25 pct.

Kortom, de sanering wordt weer eens volledig afgewenteld op de tewerkstelling en op de loopbaanmogelijkheden van het personeel. Neem daarbij dan de uitvoering van het fameuze rapport van Team Consult, dat als een zwaard van Damocles boven het hoofd van de postmannen blijft hangen, en het wordt meer dan duidelijk dat de motivatie van het personeel ver te zoeken is.

Mijnheer de Voorzitter, een van de klassieke verwijten die de oppositie naar het hoofd geslingerd krijgt wanneer zij rechtmatige kritiek uitoefent op het beleid, is dat zij geen alternatieven heeft om de noodzakelijke sanering van 's lands financiën te realiseren. Wij zijn ervan overtuigd dat een saneringspolitiek mogelijk is door andere maatregelen dan de harde, niets ontziende en asociale maatregelen die tot hiertoe werden genomen. Een andere aanpak is noodzakelijk en behoort tot de mogelijkheden. Wij zijn van oordeel dat de opties die door het studiebureau Team Consult werden genomen moeilijk haalbaar zijn en het bestaande postsysteem zelfs totaal kunnen ontwrichten.

Er is nochtans een alternatief dat vrijwel onmiddellijk en zonder zware investeringen kan worden uitgevoerd. De basis van dit alternatief is de optie voor negen sorteercentra en evenveel marktdirecties over het hele land, maar met meer commerciële autonomie en bevoegdheid. Dit plan heeft bovendien het voordeel dat er voor het personeel eveneens betere loopbaanmogelijkheden blijven bestaan en dat de inkrimping inzake tewerkstelling veel meer gespreid wordt en dus op een sociaal meer verantwoorde manier kan gebeuren.

Een tweede voorbeeld betreft de luchtvaart. De geplande aanpassing en de modernisering van de nationale luchthaven, het zogenaamde plan massa 2 000 waarvan de kosten geraamd worden op 27 miljard, wordt gemotiveerd door de vaststelling dat de huidige installaties op de piekuren over-gesatureerd zijn. De vraag moet worden gesteld of wij hiertegenover geen geïntegreerd, intermodaal luchthavensysteem kunnen stellen, waarbij maximaal gebruik wordt gemaakt van de nu bestaande infrastructuur, inbegrepen sommige regionale luchthavens. Dit geïntegreerd globaal systeem zou er kunnen in bestaan dat aan elk van deze luchthavens een specifieke taak wordt toegewezen waarbij zonder overdreven extra kosten een moderne service aan de gebruikers kan worden gegeven. Zo zou men bijvoorbeeld aan de nationale luchthaven uitsluitend de lijnvluchten kunnen toewijzen, zou men de chartervluchten Oostende als bestemming kunnen geven en zou men de speciaal beveiligde vluchten naar Charleroi kunnen verwijzen aangezien daar de luchtvaartindustrie aanwezig is.

De voordelen van dit alternatieve plan zijn dat de nodige investering veel minder zal kosten dan 27 miljard, dat er geen grootschalig mastodontgebouw moet komen in Zaventem zoals in Heathrow of Charles-de-Gaulle, dat er meer kans is dat er in alle weersomstandigheden een Belgische luchthaven openblijft voor het luchtverkeer, dat er geen moeilijke piekuren meer geconcentreerd worden op een en dezelfde plaats.

De Regie der Luchtwegen kan dit plan trouwens realiseren met eigen middelen en heeft op die wijze de miljarden niet nodig van de privé-partners van Brussels Airport International, waardoor de door sommigen beoogde privatisering niet noodzakelijk is.

Mijnheer de Voorzitter, ik had nog een derde voorbeeld van een alternatieve aanpak willen geven, met betrekking tot een mogelijke samenwerking tussen twee zeer belangrijke overheidsbedrijven, het spoor en de post. Ik stel echter vast dat de tijd daarvoor te kort is. Ik zal daarop bij een andere gelegenheid terugkomen.

Mijnheer de Voorzitter, deze voorbeelden tonen aan dat een alternatieve aanpak wel degelijk tot de mogelijkheden behoort. Een dergelijke aanpak is er dan niet op gericht de overheidsbedrijven in de grond te boren of de werking ervan onmogelijk te maken, maar integendeel door een nieuwe aanpak aan de overheidsbedrijven de zo noodzakelijke dynamiek te bezorgen. De vraag is natuurlijk of de regering dit wel wil. We kunnen ons inderdaad niet van de indruk ontdoen dat achter de besparingsdrift van de regering ook andere oogmerken schuilgaan, dat men van andere alternatieven niet wil weten omdat men een ideologische keuze heeft gemaakt, omdat men een andere maatschappijopvatting huldigt. Een maatschappij waarin blijkbaar de overheid zich niet moet bezighouden met nutsvoorzieningen en dienstverlenende functies ten behoeve van haar burgers en waarin dus geen plaats is voor goed functionerende overheidsbedrijven.

De aan de gang zijnde afbraak van de overheidsdiensten en overheidsbedrijven en de gelijktijdige roep tot privatisering is dan ook tekenend voor de maatschappijkeuze die deze meerderheid blijkbaar heeft gemaakt.

Geachte collega's, het valt wellicht niet alleen ons op dat de liberale visie op de economische en sociale organisatie van onze samenleving diep is doorgedrongen en blijkbaar overheerst in CVP-rangen, waar de weerstand van de traditionele verdedigers van een meer sociale kijk op mens en maatschappij, duidelijk is gebroken.

Het antisocialisme is in deze regering verheven tot een mythe en wordt gelijkgesteld met de noodzakelijke afbraak van wat ooit samen met progressieve krachten uit andere partijen werd opgebouwd.

De jongste regeringen van de, zoals hij zichzelf blijkbaar graag noemt, « extreem centralistische figuur Martens » zijn het keerpunt geworden van een andere maatschappijordening: opnieuw gebaseerd op conservatieve begrippen zoals macht, geld en sluwheid, die kennis moeten vervangen.

De heer Wyninckx. — Zeer juist!

De heer Seeuws. — Volgens sommigen moet de natuurlijke eliminatie van de zwakken in onze maatschappij weer volle kansen krijgen, geen samenleving dus waarin begrippen als solidariteit, gelijke ontplooiingskansen en democratisering centraal staan, maar een harde maatschappij, waarin alles draait om individualistische, competitieve waarden en het streven naar maximale winsten en persoonlijk bezit, door toepassing van het heilige recht van de sterkste.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Mijnheer de Voorzitter, wij zullen daarom deze regering blijven bekampen met alle middelen die ter beschikking staan, tot er een ommekeer komt in de krachtverhoudingen in ons land, die zich ook in het Parlement moet aftekenen, en waarbij de crisisbestrijding opnieuw kan worden aangepakt met meer menselijke, sociale en werkverschaffende, dus economisch opwekkende maatregelen.

Voor ons zullen goed functionerende overheidsdiensten en overheidsbedrijven hierbij een belangrijke, onvervangbare rol blijven spelen. Daarvoor zullen we ons ook blijven inzetten met alle kracht waarover we beschikken.

We zijn ervan overtuigd dat we daarvoor mettertijd op meer medestanders in dit halfroond zullen kunnen rekenen tot er zich een nieuwe, alternatieve meerderheid aftekent die ertoe bereid is een ander, alternatief beleid te voeren. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De heer Luyten. — Wij hebben nog eens samen in de regering gezeten, maar dat viel zó wat tegen.

M. le Président. — La parole est à M. Smitz.

M. Smitz. — Monsieur le Président, il apparaît clairement que ce budget a été déposé tardivement et construit hâtivement. Cette situation,

hautement préjudiciable pour l'avenir du pays, s'est déroulée en trois phases qui n'échappent plus à personne, mais que nous devons dénoncer dans la mesure où les implications ultérieures risquent fort d'être irréversibles, voire de déstabiliser le fonctionnement parlementaire.

La première phase commence au lendemain des élections d'octobre 1985 et se poursuit actuellement. Alors que le budget a été voté à la Chambre, le Conseil des ministres se prononçait encore ce vendredi 25 juillet 1986 sur les dernières mesures à prendre pour la cellule « enseignement ». Il est clair que les quarante-sept jours de Val-Duchesse n'ont pas permis à la majorité de structurer un projet précis, susceptible d'obtenir la confiance de son électorat. Car, on en est là : si les partis au pouvoir ont voté la confiance et ainsi entériné l'accord de Val-Duchesse, ce dernier est néanmoins rejeté par la CSC-ACV!

Et pourtant, on nous avait affirmé que Val-Duchesse avait duré longtemps parce que les prévisions pour 1986 et 1987 avaient été passées au peigne fin. En fait, la chaîne d'incidents, de contestations et de polémiques de ces derniers mois démontrent que ce long conclave n'a pas permis d'établir un programme rigoureux dans lequel les fondements des économies proposées auraient subi l'épreuve de vérifications minutieuses, mais aussi de discussions contradictoires. On s'explique d'autant mieux la demande de pouvoirs spéciaux, seul moyen de gommer les divergences au sein de la majorité, et qui, à présent, éclatent par petits coups dans l'attente du grand feu d'artifice de septembre-octobre.

La deuxième phase découle évidemment de cette situation qui, il faut bien le dire, est ridicule et consternante. Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement a dû moduler ses compressions budgétaires, surtout dans l'enseignement. Ces modulations ont, en outre, répandu une extraordinaire confusion. Confusion dans le chef politique puisque les derniers arbitrages entre le cabinet des Finances et le cabinet du Budget ont eu lieu au marbre même de l'imprimerie où le budget était imprimé.

Si l'on sait que le gouvernement a, le 20 juin, adopté un solde de 567,5 milliards pour 1986 et que le document était déposé à la Chambre le 23 juin, faut-il s'étonner que cette précipitation engendre des erreurs parfois grossières, notamment dans l'exposé général où le solde brut à financer est chiffré à 685,3 milliards de francs et non à 695,3 milliards?

Enfin, la troisième phase qui devait inéluctablement induire le scepticisme quant à la rigueur du budget. L'inspection des Finances a, au travers de quatre rapports, démontré que les calculs des économies pour l'enseignement prévues à Val-Duchesse étaient erronés. Ce néant statistique nous incite à penser que d'autres secteurs seront aussi la victime de cette invraisemblable pagaille de chiffres.

Ainsi, si l'on s'imaginait que le secteur francophone de l'enseignement subirait une ponction de 2,3 milliards de francs contre 1,6 milliard dans le secteur néerlandophone, on s'est aperçu qu'en fait, les économies seraient de 4,57 p.c. du côté flamand et de 0,96 p.c. du côté francophone. Qu'à cela ne tienne! Des décisions ont été prises pour rectifier cette situation et il est à craindre qu'elles ne produisent des effets aberrants. C'est cela la troisième phase : coûte que coûte, effectuer les 195 milliards d'économies.

Si étudier des mesures structurelles afin de réviser des mécanismes de dépenses qui étaient sortis des normes nous semble louable, en aucun cas la légèreté des mesures décidées ne nous paraît compatible avec cet objectif. Et pour quel résultat, d'ailleurs?

Depuis 1981, quatre plans d'assainissement, en ce compris l'actualisation du programme gouvernemental, n'ont pu réellement assainir les finances publiques puisque le solde net à financer depuis 1981 a subi une réduction de 0,6 p.c., c'est-à-dire qu'il est passé de 12,6 p.c. à 12 p.c.

Pourquoi le plan de Sainte-Anne a-t-il plus de chances de réussir? Il est certain que le dérapage des recettes constaté en 1985, soit plus ou moins 30 milliards, évoluera encore, dans le mauvais sens s'entend.

L'analyse du budget inclut trop de nébuleuses, trop de défaillances pour que nous puissions l'accréditer: sa nature, qui rejette le principe de l'annualité budgétaire, les résultats engendrés depuis 1981 par la même coalition gouvernementale, le trou budgétaire de 1985, soit 75 milliards répartis en 15 milliards de dépenses, 30 milliards de recettes et 30 milliards d'opérations de trésorerie, l'estimation des recettes pour 1986, qui nous semble surestimée de 10 à 15 milliards, les dépenses pour la même époque qui évoquent 10 milliards d'économies par l'application accélérée du plan Sainte-Anne et qui nous plongent dans l'inquiétude...

Bref, trop d'incertitudes pour cautionner ce budget mal bâti, parce que les économies auront été avant tout idéologiques dans des secteurs comme l'enseignement, la sécurité sociale ou les entreprises publiques et

que nous pouvons douter des résultats obtenus dans les composantes du carré magique.

Force est de constater que le budget n'aura convaincu personne et je crois que le contrôle budgétaire de 1987 nous apportera encore bien des surprises.

Par ailleurs, il n'est pas surprenant, dans ce contexte, de voir resurgir le problème communautaire — car il faut bien avouer que les difficultés du gouvernement ont pris ce relief — et, plus particulièrement, la revendication logique de communautariser l'enseignement.

En effet, lorsqu'il s'est agi de déterminer le montant des économies en matière d'enseignement dans chaque communauté, les problèmes communautaires ont occupé le devant de la scène. Qu'on ne s'y trompe pas, ces problèmes ont toujours été présents, même si le gouvernement actuel a décidé, sous la pression du PSC, de ne pas soumettre à révision l'article 59bis, § 2, 2^o, de la Constitution.

Dès avant les dernières élections, plusieurs voix s'étaient élevées pour souligner l'attitude irréfléchie du président Deprez. Le PSC, qui avait réussi depuis janvier 1982 à concrétiser plusieurs revendications formulées par la rue Guimard grâce à la passivité et à l'attitude ambiguë du PRL en matière d'enseignement, voulait troquer la communautarisation de l'enseignement contre l'inscription dans la Constitution de garanties telles que la pluralité des réseaux ou l'égalité entre les réseaux.

Pour retarder cette communautarisation et même négocier avec le PRL, partenaire faible, car partagé entre ses ailes laïque et chrétienne, le président Deprez annonçait l'apocalypse. Si l'on communautarisait l'enseignement, l'enseignement francophone perdrait 9 milliards; en outre, l'enseignement subventionné libre serait placé sous la coupe d'une coalition laïque. Tels étaient les propos de M. Deprez.

Que devons-nous constater aujourd'hui? La communautarisation de l'enseignement n'est pas réalisée et l'enseignement francophone, avec près de 43 p.c. de la population scolaire du pays, doit payer plus de 50 p.c. des économies imposées par un gouvernement national. Les enseignants n'ont pas manqué de «remercier» M. Deprez au cours des diverses actions menées en mai et juin 1986. Et le mouvement ne s'arrêtera pas là! Septembre verra naître la révolte justifiée des enseignants. Grâce au gouvernement, l'arbre de la science est devenu un Bonsai!

Mon intervention portera donc uniquement sur les aspects communautaires des mesures budgétaires arrêtées par le gouvernement dans le secteur de l'Education nationale.

Je commencerai par un problème particulier: l'affectation de 800 millions au recyclage des enseignants.

Depuis la signature du Pacte scolaire en 1958, il a toujours été prévu que chaque pouvoir organisateur assurait la formation continuée de son personnel avec ses propres deniers. Aucune disposition de la loi du 29 mai 1959, telle qu'elle a été modifiée, n'accorde des subventions pour le recyclage du personnel. La proposition du gouvernement devait être soumise à la Commission du Pacte scolaire et faire l'objet d'une modification de la loi du 29 mai 1959, et notamment de son article 27.

Par ailleurs, la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 stipule, en son article 4, que les communautés sont notamment compétentes en ce qui concerne la formation post- et parascolaire ainsi que le recyclage professionnel. Lors des discussions et des négociations qui ont permis la révision de la Constitution en 1970-1971, il a été acquis — et cela figure dans les textes parlementaires — que les conseils culturels — actuellement, les conseils de communauté — étaient compétents en matière de formation continue du personnel. Pourquoi le gouvernement national prend-il des mesures dans un domaine où les communautés sont compétentes? Il serait intéressant de demander sans tarder l'avis du Conseil d'Etat à propos de cette disposition visant l'affectation de 800 millions au recyclage des enseignants.

En réponse à une question écrite du député Jacques Collart, le ministre-président de l'Exécutif de la Communauté française a répondu ce qui suit: «Conformément à la déclaration gouvernementale et à l'accord politique de l'Exécutif de la Communauté française, approuvé par le Conseil de la Communauté française le 15 janvier 1986, aucune négociation sur la révision de l'article 59bis n'est à l'ordre du jour.»

Dans l'excellent rapport de nos collègues Diegenant et Lenaerts, je constate que le ministre Coens a déclaré que «la répartition communautaire des ressources retient également son attention. La communautarisation de l'enseignement paraît réalisable à terme, mais cela ne doit pas empêcher de rechercher dès à présent une redistribution équitable» et que «le plan d'économies apporte d'ailleurs une contribution en ce domaine.»

Même si la communautarisation n'est pas réalisée, la Communauté flamande, et en particulier le CVP, exige une redistribution des ressources. Comme l'a dit notre collègue Philippe Moureaux à la Chambre: quand le CVP se manifeste, c'est comme dans la forêt tropicale, cela va très vite. (*Sourires.*) M. Deprez est tombé dans le piège! Le mouvement est lancé depuis cinq ans. Il serait d'ailleurs très intéressant que les ministres nous précisent l'évolution des budgets ajustés de l'Education nationale pour la période de 1982 à 1985. Nous pourrions constater que l'écart entre les budgets francophone et néerlandophone s'est élargi au profit de la Communauté flamande. Les chiffres seraient encore plus révélateurs si l'on comparait non les budgets mais les comptes pendant la même période. Ici aussi, je souhaiterais que les ministres de l'Education nationale nous communiquent les comptes depuis 1982.

Mais la communautarisation de l'enseignement est inévitable. Des combats d'arrière-garde peuvent encore retarder quelque peu cette grande réforme. Il était déjà possible de «lire autrement» l'article 59bis, § 2, 2^o, de la Constitution et de donner une définition précise et restrictive des sept exceptions constitutionnelles. Le précédent Exécutif de la Communauté flamande avait élaboré un document à ce sujet. En outre, le Conseil de la Communauté française avait, dans sa majorité, approuvé un document par lequel une définition était donnée aux sept matières d'enseignement relevant du Parlement national. Mais ces documents sont restés dans les tiroirs depuis la constitution du gouvernement Martens VI!

Plus grave même: deux parlementaires francophones de la coalition gouvernementale ont déposé une proposition de décret abrogeant le décret du 30 mars 1983 créant une commission consultative pour l'enseignement organisé dans la Communauté française. Il s'agit là, d'une nouvelle manœuvre de retardement.

Rien n'arrêtera, je le répète, la communautarisation de l'enseignement! Elle existe déjà dans les faits. Citons, à titre d'exemple:

1^o Deux ministres de l'Education nationale qui peuvent, notamment en leur qualité de pouvoir organisateur de l'enseignement de l'Etat, prendre des dispositions propres à leur communauté et qui, d'ailleurs, portent des intitulés différents puisque l'un s'appelle ministre de l'Education nationale et l'autre ministre de l'Enseignement;

2^o Des réformes pédagogiques qui évoluent différemment suivant la communauté, plus particulièrement: a) la réforme de l'enseignement professionnel entamée dès 1979 dans la Communauté française, b) l'organisation de l'enseignement de promotion sociale qui suit des voies différentes, c) l'organisation des centres d'enseignement secondaire, d) les normes différentes dans l'enseignement artistique, e) la rénovation de l'enseignement secondaire, avec les difficultés que nous venons de connaître;

3^o Les difficultés rencontrées par le gouvernement lorsqu'il doit prendre des mesures budgétaires dans les deux communautés.

L'accord complet, intervenu ce week-end, n'est en réalité — comme le souligne dans un communiqué l'Association des enseignants socialistes francophones — qu'une bouffonnerie avec des résultats désastreux pour l'enseignement officiel francophone.

En conclusion, tout est en place pour communautariser l'enseignement. Tous les partis politiques, à l'exception du PSC sont prêts au grand affrontement ou au grand dialogue. Les partenaires flamands estiment qu'ils n'ont pas leur dû dans le régime unitaire et ils se posent alors en victimes. Je voudrais leur citer deux vers de Frances Jammes: «Il arrive parfois, lorsqu'on se met en croix, que les clous vont blesser quelqu'un derrière soi.»

Ce n'est pas en critiquant l'organisation de l'enseignement francophone qu'on parviendra à s'entendre sur un plan précis. La communautarisation de l'enseignement ne se fera pas en réduisant à la portion congrue la part des francophones. Elle ne pourra se réaliser — et c'est là mon souhait — que si nous avons autour de la table des partenaires francs, corrects, avançant des chiffres objectifs, comparant des éléments comparables, tenant compte des spécificités de chaque communauté et de chaque réseau.

Actuellement, trop de chiffres fantaisistes circulent. On compte le coût d'un élève francophone et néerlandophone dans chacun des niveaux de l'enseignement, mais personne ne prend les mêmes données de base en considération. C'est la même chose quand on compare le coût d'un élève suivant le réseau d'enseignement.

Clarifions les choses une fois pour toutes. C'est dans la clarté et dans la franchise que le vrai dialogue pourra commencer, dans l'intérêt de

nos communautés et de nos enseignements respectifs. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, over de normen van de Nederlandstalige scholen in Brussel zal ik niet veel zeggen. We mogen, o ja, heel gelukkig zijn dat ze behouden worden, samen met die, als compensatie, voor de landelijke scholen, vooral in Wallonië. Maar ik vermoed en hoop dat de minister van Onderwijs toch niet vergeten is dat ik samen met mevrouw Maes, de heer Weckx en de heer Bascour hier nog een wetsvoorstel indiende ten einde die normen nog gunstiger te stellen; dat deden we om een aantal Vlaamse scholen in overwegend Franstalige buurten in Brussel te redden. Dat zal dus niet gebeuren. Dit breng ik alleen in herinnering opdat minister Coens, wat de Brusselse scholen betreft, zijn geweten toch niet al te zeer zou sussen. Maar ik laat dat geweten voorlopig met rust en zal het nu wat meer uitgebreid hebben over het hoger onderwijs.

Eerst het niet-universitair hoger onderwijs van het lang type: vanaf 1 september eerstkomend worden daar zeer strenge normen opgelegd. Heeft men al nagegaan hoeveel scholen daar het slachtoffer van zullen zijn en vooral, welke scholen? Zo zou het hoger architectuurstudium van Gent bedreigd zijn, een instituut dat al een lange traditie — het werd nog onder Maria Theresia opgericht — en een hoge faam heeft en dat tal van beroemde architecten heeft gevormd. Men gaat dus de kwantiteit de prioriteit geven boven de kwaliteit. Men vraagt zich af of het ooit in de hoofden van de ministers is opgekomen ook naar de kwaliteit van de instellingen te kijken; blijkbaar niet. Kwaliteit telt hier niet; men laat die instellingen in leven die, door hun laag niveau, meer studenten aantrekken. Het is beschamend.

Op dit niveau telt opeens de toestand in Brussel niet. De Vlaamse hogescholen te Brussel zijn nochtans van het grootste belang voor de Vlaamse aanwezigheid in Brussel en vooral omdat zij onderwijs aan Vlaamse studenten in Brussel bieden. Maar de argumenten tellen voor het hoger onderwijs niet. Zo wordt de Administratieve en Economische Hogeschool, vroeger het Hoger Instituut voor bestuurs- en handelswetenschappen, bedreigd. Deze instelling werd vóór de tweede wereldoorlog door een aantal ambtenaren opgericht om jonge bedienden de kans te geven om zich na de werkuren bij te scholen en een diploma van hoger onderwijs te verwerven. Sinds bijna 50 jaar werden aan de instelling honderden ambtenaren en/of economen gevormd en hun palmares staat borg voor het verstrekte onderwijs. Vanaf het begin werd ervoor gewaakt dat de instelling — de oudste economische hogeschool in Vlaanderen — een pluralistisch karakter zou hebben en bewaren.

Nu is die hogeschool geïsoleerd. Het is onverantwoord dat een instelling voor tweede-kansonderwijs — de meeste van onze studenten werken overdag — haar deuren moet sluiten. In een tijd waar vooral de permanente bijscholing of reïntegratie centraal staan en waar niemand de « sociale promotie » betwist is de verdwijning van deze pluralistische instelling onaanvaardbaar, a fortiori te Brussel, omdat tal van haar studenten in Brussel werken en dus moeilijk na hun werk 's avonds nog naar Antwerpen kunnen waar misschien het Hoger Instituut voor bestuurs- en handelswetenschappen zou blijven bestaan.

Werd daarover in de regering nagedacht? Blijkbaar niet, ook niet over de behoeften in de toekomst. Zo zal men specialisten nodig hebben in de nucleaire en in de bouwsector, in Brussel vooral, maar toch zullen de afdelingen « kernenergie » en « bouw » aan de Industriële Hogeschool van het Rijk te Brussel worden afgeschaft, omdat er nu juist, op het ogenblik, wat te weinig studenten zijn.

Dit zijn maar drie gevallen van bedreigde instellingen. Ongetwijfeld zijn er tal van andere, die zomaar rekenkundig worden geschrapt, al zijn ze van hoge kwaliteit, en vormt hun voortbestaan een noodzaak.

Voor het niet-universitair hoger onderwijs van het korte type heet het uitsel van executie, maar de guillotine zal volgend jaar scherper dan ooit zijn geslepen. Evenwel misschien — en ik weet dat ik voor de zoveelste maal illusies koester — zou tijdens dit ene jaar kunnen worden gedacht aan andere criteria dan de cijfers: zou het werkelijk niet mogelijk zijn de kwaliteit van de instellingen, het eigen karakter ervan en het sociaal-cultureel belang van een instelling in aanmerking te nemen? Het getuigt van gebrek aan inzicht, ja van dwaasheid, alleen met cijfers rekening te houden.

Door alleen maar naar de cijfers te kijken, kan de kwaliteit van het onderwijs, waar ook de Koning zoveel belang aan hecht, niet worden gewaarborgd. Er is sprake van kruideniersmentaliteit als alleen met

sommetjes wordt gewerkt, maar een kruidenier brengt dan ten minste zoveel respect op voor zijn klanten, dat hij bij zijn aanbod ook rekening houdt met de kwaliteit van de goederen.

Aangaande de universiteiten heb ik einde mei onze bezwaren geuit tegen het besparingsplan, onder meer wat de halvering van de subsidiëring van de sociale sector betreft, waardoor vooral studenten in moeilijke heden of uit families met bescheiden inkomen — en dit inkomen zal nog meer worden beperkt — sterk worden benadeeld. We weten nu dat het inschrijvingsgeld aan de Vlaamse universiteiten 13 000 F bedraagt en aan de Franstalige 16 000 F. Zulke verhogingen treffen dezelfde categorie van studenten, voor wie huisvesting, vervoer en voeding duurder zullen worden. De klok van de democratisering wordt teruggedraaid. De gevolgen daarvan zijn des te erger omdat men, indien men de tewerkstelling in het algemeen nagaat, constateert dat universitaire gediplomeerden de meeste kansen op werk hebben: er is dus meer toekomst voor de jongeren die zich financieel kunnen veroorloven te studeren.

De maatregel waarbij de « bissers » van eerste jaren geneeskunde niet worden gesubsidieerd, heeft onder andere ook ondemocratische gevolgen. Het zijn immers de studenten uit niet-intellectuele milieus die aan de universiteit de meeste aanpassingsmoeilijkheden hebben en voor wie de kans op slagen lager ligt. Voor degenen onder hen die geneeskunde gekozen hebben, is het dus uitgesloten het eerste jaar als een aanpassings- en voorbereidingsjaar te beschouwen dat dus opnieuw kan worden gevolgd. De faculteiten geneeskunde zullen minder studenten hebben uit de milieus met lage lonen; die faculteiten worden opnieuw het domein van de welstellenden; dit is nog een zoveelste facet van de retrodoeleinden van de regering. Waaraan men, bij het nemen van die beslissing, blijkbaar ook niet heeft gedacht, is het feit dat de cursussen in eerste kandidatuur geneeskunde helemaal niets met geneeskunde te maken hebben, zodat er gevallen zijn van studenten — iedereen kent er ongetwijfeld — die het moeilijk hebben in de eerste of tweede kandidatuur, blijven zitten zelfs, maar schitterend hun studies beëindigen. Omgekeerd zijn er die met hoge graden beginnen en met voldoening of onderscheiding eindigen. Daarom verzoek ik de regering aan de faculteiten geneeskunde het volgende te vragen: Op het totaal van hun jaar, welk percentage studenten geneeskunde, die hun eerste kandidatuur overdeden, behaalden hun eindexamen? Welke graden werden bij dat eindexamen gehaald?

Ik hoop dat de Vice-Eerste minister deze vragen aan minister Coens zal meedelen.

Aangezien studies geneeskunde ten minste zeven jaar in beslag nemen, vraag ik de cijfers voor de eerste-kandidatuurstudenten vanaf het academisch jaar 1975-1976.

Verder heb ik nog volgende vragen:

1. Geldt die regel ook voor hen die tandarts willen worden?
2. Geldt die regel ook voor hen die ziek vallen tijdens de examens, met het nodige doktersattest? Of die door een overlijden van een naast familielid hun examens moeten stopzetten?
3. Geldt die regel ook voor hen die wel in eerste kandidatuur zijn ingeschreven, maar zich niet hebben ingeschreven voor het examen, noch eerste, noch tweede zit? Of die zich alleen voor de tweede zitting hebben ingeschreven en niet slagen?
4. Mogen zij die niet slaagden hun eerste kandidatuur geneeskunde in een andere instelling opnieuw afleggen?
5. Mogen zij hun eerste kandidatuur opnieuw voor de centrale examencommissie afleggen?

Wat ook het antwoord op deze vragen zij, de maatregel is zeker laakbaar: verschillende rectoren hebben hun afkeuring reeds te kennen gegeven. Ik herhaal hun kritiek dus niet. De minister zal repliceren dat de decanen van de faculteiten geneeskunde zelf die maatregel hebben voorgesteld, maar in de pers lezen we de reactie van decaan Vermeulen van de faculteit geneeskunde van Gent; ik citeer uit *De Morgen* van gisteren 29 juli: « Nochtans, zegt professor Vermeulen, waren wij een maand of vier, vijf geleden samengekomen met de decanen geneeskunde van alle universiteiten van het land en hebben we toen een gemeenschappelijk voorstel geformuleerd. We zegden daarin dat we ons konden verzoeken met een beperking van het aantal bissers op twee voorwaarden: ten eerste, dat de beperking zou gebeuren op basis van een nationaal examen, wat ook tot gevolg zou hebben dat de maatregel niet onmiddellijk zou ingaan, maar pas op zijn vroegst volgend jaar, en ten tweede, als de subsidies van de faculteit geneeskunde veilig zouden worden gesteld.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik meen dat voornamelijk dit laatste

grote invloed zal hebben gehad op de houding van de decanen. Het gaat namelijk om geld, eerder dan om morele bezwaren.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Ik herhaal alleen hun voorwaarden.

« Wij stonden dus een soort forfaitaire betoelaging van de geneeskunde voor, maar met onze voorstellen is kennelijk geen rekening gehouden. »

Op het BRT-nieuws, vanavond om 18 en om 19 uur, werd dit nog bevestigd door decaan Put van het Limburgs Universitair Centrum, die het onaanvaardbaar vindt dat de ministers geen rekening hebben gehouden met de voorwaarden van de decanen van de faculteiten geneeskunde. Dit verandert natuurlijk de kijk op de zaak.

Uit het Limburgs Universitair Centrum klinken bovendien zeer alarmende berichten: « Deze maatregel betekent immers voor het Limburgs Universitair Centrum een vermindering van de te verwachten jaarsubsidie ten belope van circa 35 miljoen en van de kaderbezetting met 10 eenheden terwijl ook verschillende banen bij het administratief en technisch personeel verloren gaan ». U hebt waarschijnlijk vandaag ook vernomen dat het Limburgs Universitair Centrum beslist heeft de bissers opnieuw in te schrijven. Het Limburgs Universitair Centrum wordt het zwaarst getroffen, omdat het slechts kandidaturen geneeskunde en wetenschappen behelst.

Ook de andere kleine instellingen worden bedreigd door het aangekondigde rationalisatieplan. Kan men meer details over dit plan bekomen? Deze klappen zijn des te minder draaglijk als men weet dat, volgens de Vlaamse Interuniversitaire Raad, de besparing op universitair niveau voor de Vlaamse universiteiten 17,5 miljoen hoger ligt dan voor de Franstalige universiteiten, die in het verleden reeds verhoudingsgewijze meer kregen.

De malaise is groot; ook aan de grotere universiteiten groeit de ontevredenheid. Zo vraagt men zich in de Rijksuniversiteit Gent onder andere af, waarom de kredieten die door de onderzoeksraad van deze universiteit op grond van het plan-Maystadt werden toegekend, niet worden uitbetaald. Is het omdat het plan-Maystadt is afgeschreven? Daar kom ik dadelijk nog op terug.

Eerst nog een woordje over de tewerkstelling aan de universiteiten: een 600 à 700 betrekkingen blijken verloren te zullen gaan. Daarbij komt nog het uitstel van aanstelling voor waarschijnlijk een kleine honderd jonge kandidaat-docenten omdat nu een aantal vóór 1982 benoemde hoogleraren na hun vijftenzestigste full-time les mogen blijven geven tot ze vijftien jaar dienst halen. Sommigen onder deze jonge kandidaat-docenten bekijken waarschijnlijk zelfs hun kans ooit benoemd te worden, omdat door het rationaliseren de beperkingen hoe langer hoe drastischer zullen worden.

Op het gebied van het wetenschappelijk onderzoek is de toestand evenzeer ontmoedigend. Rector Dillemans klaagde dit in strenge bewoordingen aan. De vergelijking met de naburige landen wijst erop hoe wij de rode-lantaarndragers zijn. Nu vervangt een zeer vaag plan-Verhofstadt het meerjarenprogramma-Maystadt.

In maart van vorig jaar uitte ik reeds kritiek op dit laatste omdat het niet op lange termijn was uitgewerkt, omdat het niet zeer efficiënt bleek te zijn enzovoort. Nu wordt dit plan, dat toch lovenswaardige bedoelingen had, reeds van de hand gewezen. Bestaat er nog enig wetenschapsbeleid? Dat er op dat gebied bespaard wordt, is zowat het enige wat wij weten. Het hoort trouwens tot de afbraakpolitiek van de regering die als een gierigaard alleen maar op centen uit is, waar zij ook vandaan komen, en niet eens beseft wat de ongunstige gevolgen zijn van haar beslissingen. Het is de privé-sector die nu maar moet opdraaien voor het ontnomen geld.

Het Verbond van Belgische Ondernemingen reageerde hierop onder meer in zijn tijdschrift *Mededelingen*. Ik citeer: « Wil men dus op termijn de 2 pct. van het bruto binnenlands produkt bereiken, dan zullen de privé-uitgaven voor onderzoek en ontwikkeling dienen te stijgen van 0,85 pct. tot 1,35 pct. van het BBP, zijnde met ongeveer 60 pct. of met 20 miljard frank berekend ten opzichte van het bruto binnenlands produkt van 1986. Een dergelijke verhoging van de privé-inspanningen in een relatief korte tijd blijkt ons moeilijk haalbaar, wat niet wegneemt dat het VBO positief staat tegenover de voorgestelde fiscale stimuli waarvan er sommige reeds in het buitenland met succes werden toegepast. » Men mag dus niet zo optimistisch zijn aangaande deze mogelijkheid van de belastingstimuli.

Dat de socialisten tegen deze belastingstimuli gekant zijn, weet u al. Twee weken geleden gaf ik reeds commentaar en kritiek op dit voorname. Het wetenschappelijk onderzoek zal immers onderworpen zijn aan

het belang van de bedrijven. Er zal geen echt gecoördineerd en dus efficiënt wetenschapsbeleid mogelijk zijn, ook geen controle, te meer daar niet minder dan 17 ministeriële departementen in wetenschappelijk onderzoek investeren. Alleen het belang en het rendement van de bedrijven zullen als criteria gelden. Het wetenschappelijk onderzoek wordt aan winstbejag gekoppeld. Zo laag zijn wij moreel gezakt.

Hoe zal men het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de humane wetenschappen bevorderen? Hoe zal men met zo een oncontroleerbaar systeem kunnen ingaan op een advies van de Nationale Raad voor wetenschapsbeleid waarbij wordt gevraagd dat 10 pct. van de kredieten voor spits technologieën zouden worden bestemd voor een onderzoek van de maatschappelijke gevolgen van de nieuwe technologieën, een onderzoek dat niet a posteriori mag gebeuren, maar moet worden geïntegreerd in het technologisch onderzoek zelf. Maar daar willen de liberalen niet van weten. Zij, de grote voorstanders van het vrije denken, willen juist dat kritisch denken afremmen. Men mag niet meer nadenken, maar alleen machines en centen tellen nog. Een gevolg daarvan is ook de behandeling van de grote wetenschappelijke instellingen. Wel wordt gezegd dat men zou teruggrijpen naar het verslag-Liebaers. Zijn er al initiatieven in die zin genomen? Welke gevolgen zullen de besparingen op deze instellingen hebben?

Wat de Koninklijke Bibliotheek betreft, is reeds de alarmklok geluid. Aangezien ik er vijftien jaar heb gewerkt, ken ik die instelling goed en beter dan een kabinetsadviseur van minister Coens, als men althans moet geloven wat de pers meedeelde aangaande zijn reactie op de protesten, die terecht ten aanzien van de huidige toestanden in de Koninklijke Bibliotheek werden geuit. Ik heb natuurlijk de Koninklijke Bibliotheek gekend in haar gouden tijd met een intelligente aanwinstenpolitiek, zeer actief wetenschappelijk onderzoek, tentoonstellingen met catalogi van hoge kwaliteit, verschillende wetenschappelijke centra enzovoorts. Nu gaat dit alles teniet. Ernstig wetenschappelijk onderzoek is er niet meer mogelijk. Met het huidige systeem had ik nooit mijn doctoraal proefschrift kunnen verwezenlijken.

Men vergeet ook dat de Koninklijke Bibliotheek, naast nationale bibliotheek en wetenschappelijke bibliotheek, tevens dienst doet als universitaire bibliotheek, omdat de universitaire bibliotheken in Brussel nu eenmaal minder bezitten dan die in Leuven, Gent en Luik. Met de huidige regeling kunnen de studenten zelfs geen behoorlijke oefening meer maken. Door sluitingsuren is het een groot aantal mensen die tijdens de dag actief zijn, niet meer mogelijk in de Koninklijke Bibliotheek te werken. Hier wordt dus het beoefenen van wetenschap een exclusiviteit voor personen die zich overdag vrij kunnen maken. Het lijkt erop dat men deze instelling wil kapot maken.

Ten slotte nog een paar woorden over de successierechten die aan het Gewest Brussel toekomen. Ik moet hier wel herhalen wat ik reeds kort geleden zei, omdat anderen het ook doen, met name de Franstalige partijen. Wij kregen meer uitleg over de voorwaarden tot toekenning van die rechten. Het blijkt echter dat de toepassing van de taalwetten in de Brusselse gemeentebesturen en OCMW's nog steeds niet tot die voorwaarden zou horen. Hoe reageert de CVP hierop, die een paar weken geleden nog, net de dag nadat ik het hier op deze tribune had verklaard, op een congres ook stelde dat waarborgen voor de Vlamingen aan het toekennen van de successierechten aan Brussel moesten worden gekoppeld? Collega Lallemand sprak gisteren van « des avantages pour la Communauté flamande ». Ik zou hem er toch willen op wijzen dat het absoluut niet om voordelen gaat, maar alleen maar om het toepassen van bestaande wetten voor inwoners van Brussel. Het wordt de hoogste tijd dat de Franstalige Brusselaars inzien dat zij niet alleen in de hoofdstad leven. Ook wij zijn van oordeel dat de successierechten Brussel toekomen, maar een Brussel dat ook voor zijn Vlaamse inwoners leefbaar is.

Daarom zullen we ons onthouden bij de stemming over het amendement van de heer Hotyat c.s. Wij vinden wel dat de successierechten aan Brussel moeten worden toegekend, maar alleen onder bepaalde voorwaarden. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Péciaux.

M. Péciaux. — Monsieur le Président, la dernière occasion que nous avons eue dans cette assemblée de traiter du budget de la Défense nationale n'est pas si lointaine puisque, le 8 juillet, nous discussions de l'ajustement des budgets du département de la Gendarmerie de 1985. A ce moment, nous discussions des moyens mis à la disposition de l'armée, en quelque sorte par défaut, puisque nous ne connaissions que par rumeur les montants du budget de 1986.

Nous ne sommes guère plus avancés aujourd'hui. En effet, dans le cadre de l'exposé du budget, nous devons nous contenter du montant

global de l'enveloppe, d'une clé de répartition des dépenses et de quelques éléments épars qui relèvent plus de la pétition de principe que de la gestion budgétaire. Mais examinons ces chiffres tour à tour !

Nous voilà rassurés pour ce qui est de notre sécurité : l'avantage de s'intéresser aux départements d'autorité par rapports aux départements sociaux ou à l'enseignement, c'est qu'on y dispose encore de moyens et qu'on y donne un sens très relatif à l'austérité. Pour ce qui est d'y assainir ou d'en revoir les normes, nous y sommes mis à couvert par nos engagements internationaux et le sentiment, trop souvent entretenu, d'insécurité.

Vous connaissez la musique : 50 135 fonctions «troupe», les normes de mise en condition, les normes de compensations économiques, etc. Pour ces normes-là au moins, la devise reste : «Toujours plus.» On ne sait trop si c'est pour plaire à nos alliés atlantiques, ou par manque d'imagination, toujours est-il qu'il est une prérogative et un monopole dont l'Etat néo-libéral que vous tentez de mettre en place ne se débarrassera pas de sitôt, c'est celui de la force. Quelque pudeur que vous ayez à l'avouer, monsieur le Vice-Premier ministre, vous faites là un choix non équivoque de société.

Mais j'en viens aux chiffres, du moins à ceux dont vous daignez nous faire disposer. Le budget de la Défense nationale de 1986 sera de 109 341,5 millions, soit une augmentation de 1,67 p.c. par rapport au budget ajusté de 1985. Ce pourcentage de variation est supérieur au taux de croissance prévu du PNB qui, lui, n'est que de 1,5 p.c. Toutefois, cette différence en tant que telle est peu significative, sauf à dire qu'elle déroge à vos promesses antérieures sur le taux de croissance des budgets des départements.

Plus intéressante est la répartition des variations par dépense. Au cours des discussions sur l'ajustement de 1985 et en justification des amendements que j'ai déposés sur ce projet, je faisais remarquer que l'ensemble de l'ajustement mettait à la disposition de la Défense nationale des crédits à concurrence de 1 088,2 millions, pour des dépenses facultatives qui, dans les faits, viendraient accroître, de manière occulte, les crédits du budget de 1986.

Une telle assertion peut, aujourd'hui, être démontrée par l'examen de la répartition des dépenses entre personnel, fonctionnement et équipement prévue pour 1986, et la variation de ces dépenses par rapport au budget ajusté de 1985. L'augmentation de 2,5 p.c. des dépenses de fonctionnement correspond à la variation prévue de l'indice des prix à la consommation pour 1986. Le volume d'activité de la Défense nationale ne devrait, à première vue, être modifié ni à la hausse, ni à la baisse, mais rester au niveau de 1985. La baisse des prix des produits pétroliers — et notre collègue M. Evers y faisait allusion tout à l'heure en rappelant la diminution de dix francs du coût du litre de pétrole ou de gasoil — n'a toutefois pas été retenue dans les hypothèses du gouvernement. Son impact sur les dépenses de fonctionnement de la Défense nationale est pourtant estimé à 1 200 millions d'économies à volume d'activité constant. Ce montant devrait très largement suffire à améliorer pour 1986 les normes d'entraînement de nos trois forces et à atteindre les objectifs fixés par le ministre dans l'exposé du budget.

Le chef d'état-major de la force aérienne, lors d'un déjeuner-causerie, le 26 mars dernier, avec les officiers de réserve, a lui-même accrédité cette situation. Je le cite : «Durant 1985, nous avons pu confirmer le redressement qui avait été amorcé l'année précédente, et le plan de vol a été porté à 155 heures par pilote.

Pour une fois, en effet, la force aérienne a bénéficié d'une conjoncture plus favorable. Le mouvement à la baisse du cours du dollar et des prix pétroliers s'est donc traduit par une bonification de 10 heures par rapport aux prévisions du début de l'année.»

Il est à noter que le lieutenant général Lefebvre apportait ainsi un démenti involontaire à l'ensemble de la philosophie qui a présidé au réaménagement des crédits du budget 1985 : transferts divers en cours d'année, réaffectation des dépenses de personnel au profit du fonctionnement et de l'équipement, et, en solde, un ajustement net positif de 348,7 millions. Par contre, la diminution de 1,4 p.c. des crédits destinés aux grands achats et aux investissements semble vouloir répondre à la prétention du ministre de faire porter l'essentiel des «coupures» imposées au budget, dans le cadre du plan d'assainissement 1986-1987, sur ce type de dépenses.

Néanmoins, cette comparaison doit être corrigée par deux remarques :

a) L'ajustement du budget 1985, tel qu'il a été présenté au Sénat par le gouvernement, est exceptionnellement favorable au rééquipement, 715,8 millions de crédits supplémentaires au profit exclusif des articles

13, et tout porte, par ailleurs, à croire que la réaffectation des moyens de paiement au sein du budget de 1985 a été programmée en fonction de l'assainissement 1986-1987, et de telle manière à garantir le volume d'achat du département malgré la réduction en terme nominal;

b) La chute du cours du dollar intervenue depuis le mois de juin 1985, et dont l'impact sur le volume d'achat de la Défense nationale est estimé à 1 200 millions pour 1986, n'a pas été retenue dans les hypothèses du gouvernement, ni dans le cadre de l'ajustement 1985, ni dans l'exposé général pour le département.

L'augmentation, enfin, de 3 p.c. des crédits destinés aux dépenses de personnel est, par contre, difficilement compréhensible quand on considère :

a) Que le contingent de 1986 est exceptionnellement bas par rapport à 1985 compte tenu, à contingent de milice à peu près constant, d'une part, d'un déficit important du cadre des sous-officiers, d'autre part, d'une réduction du nombre des volontaires caporaux et soldats, et enfin, du fait que, cette année, aucune brigade de réserve n'est rappelée;

b) Qu'il n'existe aucune raison de penser que les motifs qui ont justifié en 1985 un ajustement négatif des dépenses de personnel de 812,2 millions, à savoir l'influence du ralentissement de l'évolution de l'index sur les traitements et allocations ainsi que le ralentissement de la procédure de recrutement, ne continueront pas à marquer ces dépenses de leurs effets en 1986;

c) Qu'il n'est de toute évidence pas permis de s'attendre à des hausses de salaires en 1986, ni même à des augmentations importantes d'indemnités tant que le système controversé de normalisation des prestations n'est pas révisé;

d) Que, comme il est indiqué dans l'exposé général, les mesures relatives à la problématique du personnel décidées par le gouvernement et applicables en 1987, n'ont aucune répercussion budgétaire en 1986.

Vu l'ensemble de ces éléments, il était plutôt permis de s'attendre à une variation nulle, ou négative, des dépenses de personnel du département par rapport au budget ajusté de 1985. 1 471,1 millions de francs d'augmentation restent donc à justifier. Ils pourraient, à défaut d'informations complémentaires, l'être de la façon suivante et ce ne sont, bien sûr, que des hypothèses. On pourrait imaginer : 300 millions en compensation pour la gendarmerie, 500 millions en compensation pour l'exécution du plan de revalorisation du service militaire, 300 millions de crédits destinés à couvrir les dépenses supplémentaires résultant de la prolongation du service militaire sur la base volontaire décidée en 1985. Enfin, on pourrait penser à plus ou moins 371,1 millions probablement destinés à servir de «bas de laine» pour le département en vue du prochain ajustement. Ce sont des chiffres qui mériteraient confirmation.

Il s'agit de sommes dont on trouve mention çà et là dans les différentes déclarations du ministre de la Défense nationale, sans qu'on sache très bien à quel type de dépenses les rattacher, et encore moins à quels articles elles figureront. Trois pour cent d'augmentation en faveur du personnel. Voilà qui, a priori, devrait nous satisfaire, si toutefois nous pouvions les expliquer et savoir à quoi ils vont être consacrés. Or, je crains qu'il ne soit question de nouveau d'une manipulation des crédits, ce montant de 1 400 millions n'attendant que la décision qui, hors de notre contrôle, le transférera vers d'autres types de dépenses comme ce fut le cas en 1985. Tenant compte de toutes les objections émises ici, il est possible d'estimer ce qu'aurait dû être le budget de la Défense nationale à volume humain, activité et achat constants en 1986. Pour ce faire la méthode est simple. Il suffit de prendre comme base la répartition des crédits du budget ajusté de 1985 soit, en millions : personnel : 48 951,4; fonctionnement : 29 954,7; investissements : 28 607,7; au total : 107 513,8.

Il convient ensuite d'appliquer à ces montants les pourcentages corrigés de la manière suivante : personnel : + 0 p.c., soit en fonction des raisons avancées; fonctionnement : + 2,5 p.c., soit une variation égale à l'inflation; investissements : - 1,4 p.c., soit la réduction concédée par le gouvernement.

Enfin, il suffit de réduire les montants d'économies résultant, d'une part, sur le fonctionnement des forces armées, de la baisse continue des produits pétroliers, soit 1 200 millions, d'autre part, sur les achats et investissements, de la chute du cours du dollar, soit également 1 200 millions.

Au total, on obtient ainsi un budget de la Défense nationale, à politique constante, de 105 470,4 millions, soit une variation par rapport au budget de 1985 ajusté de - 1,9 p.c.

Une telle estimation prend en compte l'amélioration réelle du pouvoir d'achat du département intervenue depuis 1985 et qui résulte des effets

plus que bénéfiques du renforcement de la conjoncture internationale — ceci a été confirmé par vous-même, monsieur le Vice-Premier ministre, dans une interview au journal *Le Soir* du 19 juillet — sur des activités, qui ont, comme on disait autrefois, ce qu'on peut continuer à dire, mais dans un autre sens, une « inflation spécifique ».

La différence de 3 871,1 millions de francs entre ce qu'auraient du être les besoins de la Défense nationale pour maintenir au niveau de 1985 ses volumes humains, d'activité et d'acquisition, et ce que le gouvernement entend lui accorder, permet de juger de la réalité de « l'effort d'assainissement » demandé au département de la Défense nationale.

Cette situation s'ajoute non pas seulement à la réalité de l'assainissement exigé dans d'autres secteurs, mais également à l'augmentation exceptionnelle de 11,5 p.c. du budget de la Gendarmerie, augmentation dont on doit se demander si elle sera de nature à résoudre les problèmes aujourd'hui insurmontables du personnel de ce corps, et enfin à l'irrégularité budgétaire qui a déjà entaché l'année 1985 et que j'ai dénoncée à l'occasion du débat sur l'ajustement. Je vous invite, à ce propos, à relire ce que j'en disais dans le justificatif de mes amendements du 1^{er} juillet.

Cette invitation, monsieur le ministre, je ne vous l'adresse plus, sachant que de toute façon vous ne vous donnerez une fois de plus pas la peine de répondre aux objections de détail qui pourraient vous embarrasser.

Vous comprendrez que le groupe socialiste ne pourra, dans ces conditions, approuver l'augmentation des dépenses de la Défense nationale, dans le même temps où le gouvernement écrase — chacun en conviendra — le secteur social. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Lieten.

Mevrouw Lieten-Croes. — Mijnheer de Voorzitter, enkele weken vóór het begin van het nieuwe schooljaar is men nog steeds bezig nieuwe maatregelen uit te werken om de 22 miljard in het onderwijs te besparen.

Zoals menige voorgaande keer, heeft de meerderheid beslissingen aangekondigd zonder de draagwijdte ervan te beseffen. Nadat eerst in het middelbaar onderwijs voor een complete chaos gezorgd werd, was het tijdens het voorbije weekend de beurt aan de universiteiten. Aan deze besprekingen op regeringsniveau is heel wat gehannes voorafgegaan rond leerlingenaantallen in het Franstalig secundair onderwijs, rond banenverlies volgens minister Coens en bijkomende banen volgens minister Damsiaux. Ik wens niet verder in te gaan op de zielige polemieken « welles - nietes » tussen de beide ministers en hun volgelingen.

Wel wens ik commentaar te geven op statistieken en gegevens die de afgelopen maanden sensatie verwekten. Waarom worden onderwijsmensen door de overheid zo vaak in diskrediet gebracht? In plaats van de tijd te nemen om de bevolking juist en uitvoerig in te lichten, zwaait men met statistieken en cijfers, of ontbreken er cijfers, zodat de kranten vol staan met gegevens die het publiek moeten doen geloven dat onderwijsmensen gesubsidieerde zonderlingen zijn, die een luxueus leven leiden.

« Slechts negen leerlingen in de Belgische klas », leest men in een krant. Ouders en leerkrachten vragen zich verwonderd af waar men die kleine klasjes vindt. Natuurlijk bestaan er zulke dun bevolkte klasjes, maar men moet dan eerlijk durven zeggen waar die te vinden zijn en het waarom van hun bestaan verklaren, en niet doen alsof « negen » de algemene regel is.

Leraren werken maar 21 tot 25 uren per week! Leraren die zich die luxe permitteren zijn weinig talrijk: lesvoorbereidingen, verbeteringen, begeleiding van schoolse en extra-muros-activiteiten, klasseraden, oudercontacten, bijwerken en opvangen van leerlingen, contacten leggen met de beroepswereld, zorgen er toch voor dat leraren die hun taak ter harte nemen minstens aan een 40-urige werkweek komen. Het aantal lesuren vergelijken met Europese normen is ook erg eenzijdig, want over wedden wordt wijselijk gezwezen, omdat die elders aanzienlijk hoger liggen.

Het basisonderwijs bleef zagezegd « gespaard », maar maatregelen bleven niet uit. Het instellingshoofd van een basisschool met 180 tot 299 leerlingen heeft, volgens de onderwijsministers, een zee van vrije tijd, hij kan dan ook maar beter zelf zieke leerkrachten vervangen of zoals nu vooropgesteld, 6 uren per week lesgeven. Deze maatregel verbetert ogenschijnlijk de schoolse situatie omdat een schoolhoofd zijn werktijd beter kan organiseren en minder geconfronteerd wordt met onvoorziene vervangingen. Maar beseffen de ministers de omvang van deze maatregel

wel? Beseffen zij de veelheid van opdrachten waarvoor de directie van een basisschool geplaatst wordt? Ik denk aan de administratieve taken zoals allerhande lijsten samenstellen in verband met leerplichtige leerlingen, vreemde leerlingen op school, verblijfsvergunningen aanvragen, leerlingenvervoer, het samenstellen van de begroting, het controleren van de bestelbons en van inkomende en uitgaande facturen, het controleren van de rekeningverantwoording, de taakomschrijving van het onderhoudspersoneel, uitbetaling van het tijdelijk onderhoudspersoneel, beheer van de RMZ en de belastingen, het organiseren van de schoolkeuken en de verantwoordelijkheid voor het onderhoud van de gebouwen, de pedagogische taken zoals het begeleiden van leerkrachten, het samenstellen van lestijdenpakket, het organiseren van de geïntegreerde werkperiodes, het volgen van de differentiatie modellen die in diverse klassen worden gehanteerd, het participeren aan schoolgerichte gemeentelijke initiatieven zoals bijvoorbeeld jeugddienst, sportdienst, cultureel centrum en het organiseren van extra-schoolse activiteiten. Bovendien staat hij in voor de ambtsverrichting van het personeel, vervangingen van het personeel, het opstellen van het lessenrooster, het organiseren van al het toezicht dat in de school wordt gepresteerd, het voorbereiden en organiseren van personeelsvergaderingen en het organiseren van ouderavonden en oudercontacten.

Kunnen de ministers mij verklaren welke verschillen er zijn tussen de schoolhoofden van een basisschool van minder dan 180 leerlingen, van een basisschool van 180 tot 299 leerlingen en van een basisschool van 300 leerlingen en meer? Welk bedrag wordt gespaard door deze maatregel ten koste van de kwaliteit van het basisonderwijs? Ogenschijnlijk is dit een beperkte maatregel, waardoor de pedagogische begeleiding die van zo een fundamenteel belang is, systematisch wordt afgezwakt ten voordele van de administratieve en de financiële verantwoordelijkheden die naar de directies worden geschoven. Besparingen ten koste van de kwaliteit van het onderwijs zijn zinloos en zullen op termijn vooral het zo nodige teamwork in de basisschool zwaar belasten.

De invoering van het VSO heeft geleid tot verdere democratisering van het onderwijs. Het heeft jaren geduurd alvorens een pedagogie werd uitgewerkt die het welzijn van alle kinderen nastreefde en rekening hield met alle persoonlijkheidsaspecten van de kinderen, ongeacht hun afkomst of sociale achtergrond. Na jarenlange inspanningen en zoeken van de leerkrachten om hun lessen aan te passen aan de zich snel vernieuwende pedagogische eisen, worden al deze inspanningen met enkele pennetrekken vernietigd.

Wie dit type onderwijs wil afbreken, kiest voor elitair onderwijs, dit is voor de hele onderwijswereld een onverantwoord ommekeren ten koste van vooral de minder gegoede leerlingen. « De lat is gelijk gelegd » ten koste en ten nadele van het rijksonderwijs en ten koste van het onderwijs in Vlaanderen. Indien de minister ons de exacte cijfers zou willen bezorgen over de besparingen in Vlaanderen en Wallonië en over de besparingen in het rijksonderwijs en het vrij onderwijs, dan zouden deze cijfers onze theorie bewijzen.

In zijn 21-juli toespraak tot de bevolking bracht koning Boudewijn hulde aan het onderwijs in ons land. Hij noemde het kleuter- en basisonderwijs in ons land van hoge kwaliteit. Verder pleitte Zijne Majesteit ervoor dat alles in het werk zou worden gesteld om de kwaliteit nog te verbeteren — het is mij een raadsel hoe via dit spaarplan de hoge kwaliteit nog zal worden verbeterd —, ten einde een grotere democratisering van het onderwijs te verzekeren en aan allen gelijke kansen te geven. De invoering van dit plan biedt geen gelijke kansen, maar zal wel leiden tot een elitair onderwijs. Volgens Zijne Majesteit moet het onderwijs respect aanleren voor de anderen, welke ook de verschillen zijn in filosofische, economische, sociale en culturele opvattingen. Hoe kan men verlangen dat het onderwijs respect aanleert, als de makers van dit spaarplan zelf geen blijken van respect tonen voor het onderwijs zelf en voor allen die ermee begaan zijn?

Hoewel collega De Pauw reeds de besparingen voor de universiteiten besprak, voel ik mij genooddaakt als Limburgse senator de noodkreet van de rector, de heer Verhaegen, en de voorzitter, de heer Knapen, van het Limburgs Universitair Centrum integraal te citeren: « Geachte senator, hiermede vragen wij dringend uw aandacht voor de situatie geschapen door de regeringsbeslissing van het voorbije weekend in verband met de studenten geneeskunde. Voor zover wij deze maatregel thans kunnen interpreteren, betekent dit voor het Limburgs Universitair Centrum een vermindering van de te verwachten jaarsubsidie ten belope van circa 35 miljoen frank en van de kaderbezetting bij het onderwijzend

en wetenschappelijk personeel met 10 eenheden, terwijl het ook onvermijdelijk een verlies van meerdere banen bij het administratief en technisch personeel veroorzaakt. Na de maatregelen in de sociale sector waarbij het LUC zijn sociale toelage ziet herleiden tot 42 pct. treft deze beslissing het LUC ongetwijfeld veel zwaarder dan enige andere universitaire instelling in het land. Dit is te verklaren door de grote kwetsbaarheid van het LUC dat slechts over een faculteit geneeskunde en faculteit wetenschappen, beide op kandidaatsniveau, beschikt. Daar geneeskunde een driejarige kandidatuur heeft, telt het, ondanks de aanhoudende daling van het aantal studenten in de geneeskunde, meer studenten dan wetenschappen. Dit alles vormt een enorme bedreiging voor het Limburgs Universitair Centrum en de universitaire campus Limburg. Wij kunnen ons trouwens niet van de indruk ontdoen dat Limburg hier de prijs moet betalen van de wantoestanden ontdekt in het secundair onderwijs in Wallonië.»

De provincie Limburg met haar zeer jonge bevolking, haar hoge werkloosheidscijfers en vooral haar hoge jeugdwerkloosheidscijfers is eens te meer het slachtoffer van de politiek van de regering.

De polemiek tussen de beide Onderwijsministers bewijst de onhoudbaarheid van een nationaal onderwijsbeleid. De Gemeenschappen moeten zelf verantwoordelijk zijn voor hun onderwijs en eigen begrotingsdoelstellingen kunnen vastleggen.

Het pleit niet voor de regering dat ze slechts wenst te sparen op de rug van de zwaksten, de kinderen, de studenten, de jeugd die de toekomst van ons land moet waarborgen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, monsieur le Vice-Premier ministre, chers collègues, je voudrais commencer par dire quelques mots de l'évolution de l'intervention de l'Etat en faveur des comptes d'exploitation des sociétés de transports.

D'abord, une remarque de portée générale: quand on parle d'intervention de l'Etat, il faut préciser ce dont il s'agit exactement, la tendance actuelle étant de présenter cette intervention comme devant combler un déficit d'exploitation et une mauvaise gestion. Ces crédits recouvrent, à la SNCB, par exemple, ce qui constitue le gros du budget des communications: des compensations de désavantages économiques résultant d'obligations tarifaires imposées par l'Etat, des compensations de désavantages économiques résultant du maintien en exploitation de certaines lignes déficitaires, des compensations pour des charges financières et autres imposées, pesant plus lourdement sur les chemins de fer que sur ses concurrents.

On en arrive ainsi au chiffre important de 56 milliards de compensations de l'Etat, dont déjà 18 pour les charges du personnel, qui, de toute manière, auraient dû figurer quelque part dans le budget de l'Etat. Les interventions de l'Etat sont restées, les dernières années, relativement stables en volume. Mais à ce niveau, comparaison n'est pas raison. A francs constants, l'intervention de l'Etat en faveur de la SNCB a baissé de 11 p.c. en cinq ans, ce qui est largement supérieur à l'effort de 1 p.c. qui a été demandé et qui était un objectif atteint puisqu'en 1985 le résultat d'exploitation accuse un boni d'environ 168 milliards.

Quelles sont les répercussions de Val-Duchesse?

On a décidé de 5,5 milliards d'économies nouvelles en deux ans — 1,5 milliard en 1986 et 4 milliards en 1987.

Le temps ne me permet pas d'analyser les détails, mais quand on évoque l'année 1987, par exemple, on peut se demander ce que ces chiffres viennent faire dans le budget des Voies et Moyens de 1986.

En tout cas, cette «salade» budgétaire permet de conclure que l'intervention de l'Etat en faveur de la SNCB sera réduite de plus de 10 p.c. par rapport à ce qu'elle aurait dû être en application de l'arrêté royal n° 140. Ceci suppose, à tout le moins pour la SNCB et pour les sociétés de transport en général, qu'on modifie fondamentalement les règles du jeu imposées par cet arrêté royal numéroté et qu'on doit aller maintenant au-delà de celui-ci, et ce au moment où l'on renonce, avec un compte d'exploitation en équilibre.

J'en viens à une quadruple question.

1° Qu'est-ce que la SNCB va devoir abandonner comme activités du fait que les économies porteront essentiellement sur des réductions de personnel alors que, dans certains services, la situation est devenue très difficile?

2° Quelles en seront les conséquences tarifaires puisque, à la page 64 de l'exposé général, on indique que l'arrêté royal n° 174 permettra de

dégager des recettes nouvelles qui devront amener les sociétés à pouvoir faire face aux exigences de Val-Duchesse, à côté de certaines restructurations? Cet arrêté prévoyant une adaptation des tarifs au coût de la vie, compte tenu de l'inflation favorable, on peut craindre qu'on aille au-delà de l'arrêté n° 174 dans un avenir proche.

3° Du point de vue juridique, les décisions de Val-Duchesse supposent une dérogation à l'arrêté royal n° 140 puisqu'elles modifient les modes de calcul de l'intervention de l'Etat.

4° L'Etat décidant de réduire d'office ses interventions, dans quelle mesure la notion de contrat-programme ou de contrat de gestion préconisée par la Sobemap à la SNCB, acceptée dans la déclaration gouvernementale, a-t-elle encore un sens, puisque la question des moyens ne peut plus être discutée?

J'en arrive aux investissements.

En 1985, les crédits budgétaires pour investissements étaient de 22 128 millions. En 1986, ils n'atteindront plus que 16 250,7 millions. Parallèlement, les investissements sur fonds propres sont en forte régression. Cela suppose un étalement dans le temps de certains projets et un report d'autres. On relèvera une contradiction dans l'exposé général. On affirme, d'une part, qu'on va travailler en priorité pour l'électrification et le matériel roulant et, d'autre part, que les perspectives de développement de la demande provoquent une réorientation de la politique infrastructurelle non vers de nouvelles installations, mais bien vers la levée des goulots d'étranglement. Or, les travaux de sécurité, de vitesse et de régularité n'auraient plus une priorité absolue. Par ailleurs, ces décisions prises au milieu de 1986 rendent douteux le sérieux avec lequel on déterminera des priorités dans les investissements. Subsistent aussi de sérieux doutes concernant des projets — je pense, par exemple, au transport automatisé urbain — dont on ne sait pas s'ils se réaliseront. Or, de tels projets prennent une importance nouvelle dès le moment où le secteur de la construction du matériel roulant sort du plan de survie et doit faire face à un effondrement de la demande intérieure.

Je souhaiterais également m'étendre durant quelques moments sur les graves questions qui se posent aujourd'hui à la Régie des Télégraphes et des Téléphones.

D'abord, en ce qui concerne la rente du monopole de un pour cent sur le chiffre d'affaires, six cent cinquante millions de francs seront prélevés sur la Régie. Le procédé me paraît pour le moins incongru, à moins que le gouvernement n'annonce la levée d'une taxe analogue sur toutes les sociétés publiques, mais surtout privées, qui se trouvent en situation de monopole comme, par exemple, la Bell Téléphone qui dispose d'un quasi-monopole de fourniture et le fait payer cher à la RTT!

C'est une ponction au profit de l'Etat sur une entreprise publique. Est-ce une mesure qui, d'une façon ou d'une autre, permettra à la RTT de faire face à une concurrence privée exacerbée? Non. On fait croire que la RTT dispose d'un monopole encore absolu alors qu'il est attaqué de toutes parts et on la pénalise pour cette fiction.

L'instauration d'une commission pour la garantie de l'Etat sur la dette de la RTT de 0,25 p.c. porte sur un peu plus de 170 milliards d'emprunts garantis, soit environ 450 millions. En fait, la garantie accordée par l'Etat — et quoi de plus normal que ceci dans le chef de l'autorité publique — ne coûte pas un franc à l'Etat.

Cette procédure existe-t-elle ailleurs? A ma connaissance, non! Elle est absurde et incompréhensible: le statut actuel de la RTT la fait dépendre étroitement de son autorité de tutelle et l'on agit aujourd'hui comme si le vrai gestionnaire de la RTT, l'Etat, via le pouvoir gouvernemental en place, s'imposait à lui-même le paiement d'un service qui ne lui coûte rien.

Cette attitude est irresponsable. Si, en 1985, la RTT au terme d'une année exceptionnelle, faisait 1,9 milliard de bénéfices, les prévisions pour 1986 sont de 383 millions de boni. Celui-ci sera absorbé dans le milliard 100 millions que la Régie devra payer et, pour le surplus, la Régie devra trouver d'autres moyens de financement. Délibérément donc, le gouvernement détériore la situation financière de la Régie alors que, cœur sur la main, depuis près de cinq ans, on nous répète qu'il faut améliorer son autofinancement et réduire le poids de sa dette. A ces défauts structurels, le gouvernement ne s'attaque pas, mais il impose une économie qui n'en est pas une. En effet, une économie est une dépense en moins. Ici, il s'agit bien d'une dépense en plus, imposée à la RTT.

J'en viens au gros poste budgétaire qu'est la Régie des Postes.

La dotation aux PTT a été fixée par arrêté royal numéroté 182, c'est-à-dire l'application des prescriptions de l'arrêté royal n° 97, lequel

imposait une amélioration du compte d'exploitation de un pour cent l'an.

Première constatation donc: nous avons affaire ici à des prescriptions qui vont à l'encontre d'au moins deux arrêtés royaux numérotés qui constituaient une sorte de contrat conclu entre l'Etat et la Régie.

Deuxième constatation: depuis 1983, la dotation à la Poste est restée relativement stable ce qui, compte tenu de l'inflation, constitue bien un effort considérable. En réalité, la dotation a, en cinq ans, diminué de 20 p.c.! Dans quelle entreprise publique en a-t-il été fait autant?

La troisième constatation concerne les effets de la mesure: en 1986, compte tenu de l'application du pour cent d'amélioration du compte d'exploitation, la Régie aurait dû recevoir, à titre de compensation ou de rémunération, articles budgétaires 32.01 et 02.02 confondus, 17,7 milliards. En 1987, ce chiffre aurait été de 17,1 milliards. En réalité, d'après ce budget, la Régie recevra 16,1 milliards en 1986, ce qui signifie une perte de 1,6 milliard et correspond à l'effort prévu à Val-Duchesse.

En 1987, si l'on se rappelle les discussions du conclave, elle recevra, les deux articles confondus, 14,6 milliards, soit 3 milliards de moins que ce qu'elle aurait dû obtenir à politique inchangée. Je signale que cette diminution de 3 milliards correspond à une réduction de l'intervention de l'Etat de plus de 17 p.c. et ce d'un seul coup! La réalité, au-delà de belles phrases concernant la restructuration de la Poste, sur la base des théories de *Team Consult*, c'est la perte, en quelques années, de 10 000 emplois à la Régie des Postes.

La diminution de la dotation est une décision de caractère politique qui ne résout pas les causes structurelles du déficit d'exploitation de la Régie des Postes. Encore ce mot est-il mal adapté, car si déficit il y a, c'est à la suite d'obligations tarifaires préférentielles imposées à la Régie en faveur de certains types de courrier, comme les journaux.

En 1983, le déficit du service des journaux et périodiques était de 7,6 milliards et la dotation de 7,6 milliards. En 1984, le déficit était de 8,2 milliards et la dotation de 8 milliards. En 1985, le déficit était de 7,9 milliards, la dotation de 7,4 milliards. Réduire la dotation met, dès lors, la Régie en difficulté et, pour maintenir l'équilibre, il faudra trouver des moyens ailleurs.

La rationalisation et la modernisation ne sortiront leurs effets que dans quelques années. Et espérons qu'ils soient positifs! Vous, au contraire, vous organisez le chaos. Les désengagements seront immédiats, mais les réformes, mises en place très lentement. Les moyens diminuent immédiatement, mais rien n'indique une reprise spectaculaire du trafic!

Dès lors, j'attends qu'on me dise comment tout cela va s'articuler et qui paiera les pots cassés dans deux ans.

J'en arrive à l'Office des Chèques postaux.

Première constatation, *Team Consult* doit étudier l'Office et remettre son rapport à la fin de 1986. Chose étrange, dès maintenant, on impose à l'OCP une diminution de la rémunération de l'Etat pour les services des chèques postaux en l'adaptant au coût des montants mis à disposition — avoir des particuliers — soit 1 031 millions en 1986 et 2 031 en 1987. La rémunération pour 1987 peut être adaptée sur la base de l'examen fait par *Team Consult* et qui sera disponible avant la fin de cette année-ci. Nul doute que cette étude sera très objective, puisque dès maintenant, les conclusions sont écrites!

On ne voit pas comment sont appréciés réellement les services rendus par l'OCP à la Trésorerie. Les fonds de tiers confiés à la Régie sont mis à la disposition du Trésor. En contre-partie, l'Etat rémunère la Régie à concurrence des charges globales résultant du service des chèques et virements postaux, soit 7 milliards.

Si nous considérons que l'avoir moyen en compte des particuliers représente une masse monétaire de l'ordre de 80 à 85 milliards et si, à cela, nous ajoutons les fonds de tiers confiés à la Régie et mis, eux aussi, à la disposition du Trésor par le biais de la Banque Nationale, nous constatons qu'en tant que dispensateurs de moyens de financement, l'Office et la Régie jouent bien le rôle de banquier.

Pourquoi ne pas traiter l'Office comme tout autre partenaire financier, c'est-à-dire rétribuer, à sa juste valeur, la mise à disposition du Trésor de cette importante masse monétaire, par des certificats de Trésorerie, procédé utilisé avec les autres organismes financiers? De plus, compte tenu de la hauteur de cette masse monétaire, une autorisation de prélever un pourcentage des avoirs en compte pour réaliser des investissements devrait aussi pouvoir être négociée. Par ailleurs, il ne faut pas non plus perdre de vue les prestations fournies par l'Office pour compte des

comptables publics, ce qui représente 17 p.c. des opérations de l'OCP! Et la valeur comptable de ces opérations n'a jamais été déterminée.

Quelles sont les répercussions de toutes ces mesures sur l'emploi?

Outre les conséquences sur l'exploitation même de ces services publics, il faut mettre en évidence les conséquences sur l'emploi de ces décisions.

De toutes les «cellules» du budget, la cellule économique est sans doute l'une des plus malmenées. En effet, elle doit supporter près de 15 milliards d'économies de l'ensemble du plan de Val-Duchesse. Il n'est pas simple de traduire d'une manière précise les pertes d'emplois consécutives à l'application du plan Martens VI. Néanmoins, les chiffres que je vais citer peuvent être considérés comme des valeurs plausibles.

A la SNCB sont prévus 3 500 départs naturels sans remplacement; à la SNCV, 190 départs naturels, qui entraîneront autant de pertes d'emploi. D'autres pertes sont à prévoir du fait de la réorganisation, mais il est actuellement impossible de les chiffrer. Dans les sociétés de transports intercommunaux, les 300 postes libérés par les départs naturels seront perdus. A la poste, 10 000 unités seront perdues, soit 2 000 en 1986, 3 400 en 1987 et 4 000 par l'application du plan de *Team Consult*. A la RTT, la perte sera de 1 600 emplois, sauf si elle fait appel à des capitaux privés pour le renouvellement des centraux et pour la recherche.

A la Régie des Voies aériennes, de 1985 à 1987, les pertes d'emplois s'élèveraient à 888, soit le tiers des effectifs.

Ceci nous amène à un total de 16 000 pertes de postes de travail, en deux ans, dans le seul secteur des entreprises publiques de transports et de communications. C'est aussi cette réalité qu'il faut garder à l'esprit, au-delà des affirmations triomphantes sur les économies budgétaires.

Pour rappel, les effectifs des entreprises publiques ont évolué de la façon suivante ces dernières années. De 1982 à décembre 1985, le nombre d'agents de la SNCB est tombé de 67 525 à 56 769, soit une perte de 10 746; le nombre des agents occupés à la SNCV a diminué de 7 850 à 6 316, soit 1 538 personnes en moins. Pour la même période, la RTT a perdu 1 865 agents et la poste 3 956. Tout cela représente un total de plus de 20 000 unités de travail perdues, ce qu'on peut comparer à vingt fois le drame Michelin.

La conclusion qu'on peut tirer de ces chiffres est que l'essentiel des économies budgétaires, par une moindre intervention de l'Etat, pèse sur le personnel. Ceci engendre de nombreuses difficultés dans l'exploitation des entreprises publiques. Ainsi, par exemple, il ne se passe guère de jours sans qu'on signale des avaries aux trains, aux caténaires ou aux rails, dégâts qui entraînent des retards très importants, contrairement à ce qui se passait précédemment et auxquels aucune solution n'a encore été trouvée. Faut-il attendre le premier accident, la première catastrophe pour entamer des réflexions à ce sujet?

Les réductions budgétaires ont frappé tous les services d'entretien de la SNCB, de sorte que l'espacement des entretiens du matériel roulant s'allonge de plus en plus et que, pour 1986, la périodicité s'accroîtra encore. Méfiez-vous, je vous en supplie.

De plus en plus souvent aussi — ce sera ma conclusion —, les voyageurs se plaignent du peu de propreté des gares, des automotrices et des voitures. Quoi de plus normal si l'on sait que le temps entre deux nettoyages a été augmenté de 25 p.c. et que l'effectif utilisé pour les tâches de nettoyage est passé de 2 356 cheminots et personnel d'entreprises privées — à 1 838 cheminots...

Veuillez m'excuser, Monsieur le Président, d'avoir légèrement dépassé le temps de parole autorisé. Je vous remercie de votre attention. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Kenzeler.

De heer Kenzeler. — Mijnheer de Voorzitter, zoals bij de behandeling van het spaarplan, zal ik mij nu ook beperken tot de provincies en de gemeenten. Van een trouw municipalist wordt verwacht dat hij in alle omstandigheden pleit voor de gemeenten.

Een dubbelzinnige houding is hier absoluut niet gepast. Men kan niet, enerzijds, in de Belgische Vereniging voor steden en gemeenten protesteren tegen de regeringsmaatregelen en, anderzijds, in dit halfrond, zonder ook maar enige vorm van protest, dezelfde maatregelen slaafs en onderdanig goedkeuren alsof men er bang voor is tegen politieke vrienden van de meerderheid te ageren.

Steden en gemeenten, en zeer velen weten dit, zijn het met de huidige evolutie van het Gemeentefonds verre van eens. Zij stellen inderdaad

vast dat talrijke verbintenissen van de regering ten opzichte van de gemeenten niet worden nageleefd.

Een blik in het verleden leert ons dat het bij wet van 16 maart 1964 opgerichte Gemeentefonds een dotatie kreeg toegewezen die liefst 16 pct. van de rijksbegroting bedroeg, schuld inbegrepen. Een kleine berekening roont aan dat de dotatie voor 1986 nog slechts 2,5 pct. bedraagt, schuld niet inbegrepen.

Onder het mom van saneringen werden de dotaties aan het Gemeentefonds telkens verminderd. Nochtans vergat men dat de lasten van de gemeenten voortdurend toenamen. Hiervan zijn voldoende bewijzen beschikbaar.

Een van de maatregelen die zeer veel geld hebben gekost, was de fusies van gemeenten met hun onverwachte gevolgen zoals wachtgeld enzovoorts. Voorstanders gebruikten maar al te vaak het financiële aspect als motivering voor het doordrukken van de fusies. Achteraf hebben zij moeten toegeven dat dikwijls het omgekeerde resultaat was bereikt.

Het huidige systeem voor de berekening van het Gemeentefonds, namelijk de toepassing van het koninklijk besluit nr. 263 van 31 december 1983, heeft ook veel vragen opgeworpen, vooral in verband met de toepassing ervan. De berekeningswijze, bezorgd door de minister van Binnenlandse Zaken, wordt gecontesteerd, daar men de gebruikte gegevens betwist.

Wat de gemeenten voor de toekomst wel weten, is dat het hun onmogelijk wordt gemaakt nog een realistische begroting op te stellen, tenzij zij misschien het voorbeeld van de huidige meerderheid volgen, namelijk de begroting indienen wanneer het jaar waarop ze betrekking heeft, bijna voorbij is.

Zij dienen ermee rekening te houden dat de bezorgde cijfers louter hypothetisch zijn en, achteraf nog kunnen worden gewijzigd, wat niet bevorderlijk is voor een realistisch financieel beleid van de gemeente. Gaan de gemeenten de verplichtingen opgelegd door het koninklijk besluit nr. 110 kunnen nakomen? Op zijn laatst in 1988 dienen zij het budgettaire evenwicht te herstellen. Reeds in 1983, onmiddellijk na de installatie van de nieuwe gemeenteraden, waren vele gemeenten genoodzaakt het aantal opcentiemen op de onroerende voorheffing en/of de aanvullende belasting op de personenbelasting te wijzigen ten einde een financieel herstel mogelijk te maken.

Wat gaat de impact zijn op de gemeenten die met saneringsplannen zijn opgezaaid? Deze plannen werden opgesteld, ervan uitgaand dat de jaarlijkse aangroei van het Gemeentefonds 4 à 5 pct. zou bedragen. Deze plannen dienen volledig te worden herzien.

Kan dit zonder nieuwe financiële inspanningen van de burger, of dienen de uitgaven te worden verminderd? Kan men dan nog de taken uitvoeren die de bewoners van een gemeente van hun bestuur verwachten?

De inkringing van het Gemeentefonds leidt eveneens tot een vermindering van de middelen van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn, aangezien het bedrag daarvan bepaald is op 5 pct. van dat van het Gemeentefonds. Die verminderingen zullen ongetwijfeld een cumulatieve uitwerking hebben aangezien de ontvangsten alleen worden gevormd door dat Bijzonder Fonds en de gemeentelijke tegemoetkoming dus zal moeten stijgen.

Ook de maatregelen die in de sociale sector zijn genomen, vooral ten aanzien van de samenwonende werklozen, de samenwonende invaliden, de gepensioneerden, afschaffing van de begrafenisvergoeding, verlaging van de uitkeringen voor samenwonenden, verhoogde bijdragen bij geneeskundige verstrekkingen, verhoging van 2 pct. voor het bestaansminimum, wat op zich een goede maatregel is, maar ook voor 50 pct. voor rekening van het OCMW valt, en nog vele andere, zullen als het ware een wegwijzer «OCMW» inhouden, met alle gevolgen van dien voor de gemeentelijke financiën.

Het valt niet te ontkennen dat het zwaard van Damocles boven het hoofd van de gemeenten hangt. Het duo Martens-Verhofstadt, liever dan zelf te besparen of de belastingen te verhogen, schuift de lasten gewoon door naar de lokale besturen, die met de volgende gemeenteraadsverkiezingen vóór de deur, verplicht worden maatregelen te nemen, zoals verhoging van de belastingen of vermindering van de tewerkstelling en de dienstverlening aan de bevolking.

De Staat durft zelf de belastingen niet te verhogen, maar plukt integraal de vruchten van de gemeenten. De gemeenten beschouwen het ook als een kaakslag wanneer wordt beweerd dat hun financiële problemen werden opgelost met de steun van de centrale regering. Het zijn de gemeenten zelf die hiervoor gezorgd hebben, dank zij forse ingrepen.

Hypocriet is ook de uitleg die van regeringszijde verstrekt werd bij de uitzonderlijke toelage van 21 miljard, waarvan de uitbetaling zou worden gespreid over de jaren 1983 tot 1987. Minister Nothomb zelf motiveerde in zijn document van 11 oktober 1983, dat die beslissing was genomen naar aanleiding van het feit dat de belastingplichtigen in 1978 een dubbele aanvullende belasting op de personenbelasting hebben betaald, namelijk een keer bij de ontvangst van het aanslagbiljet voor het jaar 1978, belastbaar inkomen van 1977, en een andere keer door toedoen van de bedrijfsvoorheffing of van de vooruitbetaling in vermindering op de inkomsten 1978.

De gemeenten hebben niet het voordeel van deze vooruitbetaling genoten: ten eerste, omdat dat voordeel opzettelijk door de Staat werd gereserveerd, wet van 22 december 1977, en, ten tweede, omdat het bestuur van de Directe Belastingen niet in staat was het juiste aandeel in de aan de gemeenten verschuldigde belastingen voor inkohiering vast te stellen.

Hulp biedende aan de groeiende financiële moeilijkheden van de gemeenten, beslist de huidige regering derhalve de gemeenten te laten deel hebben in de eenmalige vooruitbetaling waarvan zij in 1978 heeft geprofiteerd, door hun de uitzonderlijke toelagen van 21 miljard toe te kennen. Omwille van welbekende begrotingsredenen werd de uitbetaling gespreid over vijf dienstjaren.

Het gaat hier dus om een werkelijke toelage, en niet om een voorschot in mindering op de aanvullende gemeentebelasting, die verleend werd bovenop de aanvullende belasting die later integraal aan de betrokken entiteiten zal worden betaald volgens de regels en binnen de termijnen die thans gelden. Nu plots heet het, dat die 21 miljard bedoeld waren als inhaaloperatie voor de vertraging, die bij het doorbetalen van de ten behoeve van de gemeenten geïnde belastingen is opgetreden en ten andere nog steeds toeneemt.

Inderdaad, volgens de minister van Begroting zal het gecumuleerd debetsaldo dat de Omslagkas der gemeentelijke pensioenen bij de The-saurie opgelopen heeft, namelijk 7,2 miljard op 31 december 1986, worden gecompenseerd door het annuleren van de aangroei met 6 miljard over de periode 1981-1986 van de achterstallen in de doorstorting door de Schatkist aan de gemeenten van door de gemeenten geheven belasting op de inkomens van de fysieke personen. De gemeenten protesteren tegen het feit dat door hun burgers betaalde belastingen hun met een vertraging van twee jaar worden terugbetaald.

De gemeenten zijn niet de prefinancier van de Staat. Trouwens, voorafbetalingen ingevoerd in 1978 waren vanwege de Staat een leep middel om een kosteloze financiering ten laste van de gemeenten in te voeren. Dat de betekenis, die aan dit bedrag van 21 miljard thans wordt gegeven, niet onze goedkeuring wegdraagt, is niet meer dan normaal. Wij beschouwen het als een eenmalige toelage, zoals uitgelegd in de nota van de minister van Binnenlandse Zaken van 13 oktober 1983. Dat vele gemeenten niet bij de pakken zijn blijven zitten, bewijst de stroom van moties goedgekeurd door zeer vele gemeentebesturen waarvan een niet-onbelangrijk aantal behoren tot de huidige meerderheidspartijen op nationaal vlak.

Onze fractievoorzitter beklemtoonde reeds dat de regering zeer velen tegen haar in het harnas jaagt, omwille van de voorgestelde maatregelen die deel uitmaken van de voorgelegde Rijksmiddelenbegroting.

De groep der municipalisten zal zich verbeteren verzetten tegen het gevoerde beleid, daar dat beleid het de lokale bestuurders onmogelijk maakt de hun toevertrouwde taken naar behoren te vervullen en te beantwoorden aan de verwachtingen van de burgers van hun gemeente. *(Applaus op de socialistische banken.)*

De Voorzitter. — Wij onderbreken hier onze werkzaamheden en zetten deze bespreking voort morgen, donderdag 31 juli, te 10 uur.

Nous poursuivrons cette discussion demain, jeudi 31 juillet, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 23 u. 15 m.)

(La séance est levée à 23 h 15 m.)